Montréal dimanche 5 octobre 2008 Le plus grand quotidien français d'Amérique
124e année N° 342 64 pages, 6 cahiers
89 ¢ taxes en sus – Édition provinciale 97 ¢
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE

ÎLE DE MONTRÉAL

LES NOUVEAUX VISAGES DE L'ÉCOLE PUBLIQUE

MARIE ALLARD
PAGES **A16** ET **A17**



LNH LES 30 ÉQUIPES EN UN COUP D'ŒIL

MATHIAS BRUNET
SPORTS PAGES **4** À **7**

MINNESOTA WILD 3 | 0

LES LAFLEUR : LA VRAIE HISTOIRE

Guy Lafleur parle pour la première fois de la maladie dont son fils Mark est affligé, le syndrome de Gilles de la Tourette

« Le Ritalin l'empêchait de dormir. Il fallait lui donner quelque chose pour l'aider à dormir. Il n'avait que 12 ans. »

HUGO MEUNIER ET **KATIA GAGNON**
PAGES **A2** ET **A3**



Guy Lafleur

PHOTO ARCHIVES, LA TRIBUNE



BECK À MONTRÉAL

À quoi s'attendre?

ALAIN BRUNET EXPRESSO
PAGES **1** ET **3**

OLIVIER ROLIN

Un des favoris au Goncourt

UNE ENTREVUE DE LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
LECTURES PAGE **3**

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Que fera Julie Couillard après *Tout le monde en parle? Loft Story.*

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

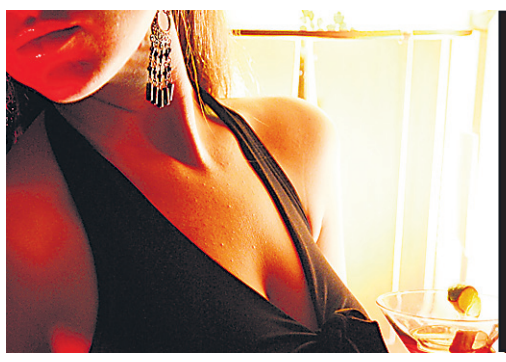
DIM 6 21924 12352 3

INDIVIDU RECHERCHÉ **LA POLICE OUVRE LE FEU**

Appel à la paix dans Montréal-Nord, coup de feu dans Saint-Michel

Pour la deuxième fois en moins de deux mois, **des policiers ont ouvert le feu** hier sur un **jeune homme de 18 ans** dans le quartier Saint-Michel, au moment même où des centaines de personnes manifestaient contre la violence dans Montréal-Nord.
Le maire **Gérald Tremblay** et les organismes communautaires lancent un appel au calme.

VIOLAINE BALLIVY ET **DAPHNÉ CAMERON** PAGES **A10** ET **A11**



SÉRIE PROSTITUTION

ZOOM SUR LES CLIENTS ACCROS ET LES NOUVEAUX MAQUEREAUX

LA SUITE DE NOTRE DOSSIER CHOC PAGES **A12** À **A15**

ÉLECTIONS 2008

Poisson cherche pêcheur désespérément

La ruée vers l'Ouest menace les pêches dans la péninsule acadienne

LA CHRONIQUE D'**YVES BOISVERT** PAGE **A5**

« Il n'y a pas de crise économique au Canada » – **Stephen Harper**

GILLES TOUPIN PAGE **A4**

DION CLARIFIE SON PLAN

HUGO DE GRANDPRÉ PAGE **A7**

LE NPD LANCE UN APPEL AU VOTE STRATÉGIQUE

MALORIE BEAUCHEMIN PAGE **A6**

CRISE FINANCIÈRE
LE «G4» INTERVIENT



PHOTO ANTOINE ANTONIOL, BLOOMBERG NEWS

Le président français, Nicolas Sarkozy (au centre), prend la parole pendant la conférence de presse qui a suivi un sommet d'urgence sur la crise financière hier à l'Élysée, à Paris, dans lequel les leaders européens se sont engagés à soutenir leur système bancaire. M. Sarkozy est entouré du premier ministre italien, Silvio Berlusconi (à gauche), de la chancelière allemande, Angela Merkel, et du premier ministre britannique, Gordon Brown.

À LIRE EN PAGE **A22**

MÉGA VENTE COMBO
OBTENEZ UN SPA ET UN GAZEBO À UN SEUL PRIX!
PRIX SPÉCIAL COMBO 6 999$
87.53$/mois*
BEST OF CLASS ★★★★ poolandspa.com
SPA MAUI
74 JETS
2 pompes de 5 bhp
6 places
12 lumières LED
Valeur de 6 999$
3 FONTAINES
Modèle GZ-20
PERSIENNE 10' X 10'
Bois de séquoia
Toit en métal
Puit de lumière
Valeur de 4 999$
COMBO RÉGULIER 11 998$
CANADA SPAS DÉPÔT.COM
Catalina Spas
LE PLUS GRAND DISTRIBUTEUR DE SPAS AU CANADA
1 866 625-SPAS (7727)
www.canadaspasdepot.com
*Prix et offres valides pour un temps limité seulement. Cette promotion ne peut être jumelées à aucune autre offre ou promotion. Valide sur les spas en inventaire seulement. Les mensualités sont basées sur un financement de 120 ou 180 mois. Sujet à approbation de crédit. Certaines offres peuvent prendre fin en tout temps. Photos à titre indicatif seulement. Quantités limitées. Voir détails d'offres et de livraisons en magasin ou avec l'un de nos représentants. Certaines conditions s'appliquent.
3562068A

VIVRE AVEC LA MALADIE MENTALE

LES LAFLEUR : LA

LA MALADIE MENTALE EST L'UN DES DERNIERS GRANDS TABOUS DE NOTRE SOCIÉTÉ. POURTANT, ELLE TOUCHE UNE PERSONNE SUR CINQ. CE TERRIBLE FLÉAU FRAPPE DES MILLIERS DE GENS – CEUX QUI EN SOUFFRENT, MAIS AUSSI LEUR ENTOURAGE. DANS UN OUVRAGE À PARAÎTRE LE 6 NOVEMBRE, *AU PAYS DES RÊVES BRISÉS*, GUY LAFLEUR S'EST CONFIÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS À NOS JOURNALISTES KATIA GAGNON ET HUGO MEUNIER. IL A PARLÉ DE SON FILS, MARK, ATTEINT DU SYNDROME DE GILLES DE LA TOURETTE. LE CÉLÈBRE HOCKEYEUR, QUI S'EST EXPRIMÉ AVEC FRANCHISE, ESPÈRE LEVER LE VOILE SUR CE MAL MYSTÉRIEUX. VOICI DES EXTRAITS DE SON TÉMOIGNAGE.



Bientôt dans les librairies

Dans *Au pays des rêves brisés*, qui paraîtra le 6 novembre prochain, les journalistes Katia Gagnon et Hugo Meunier nous entraînent au cœur de la tempête qu'est la maladie mentale et qui bouleverse la vie de milliers de personnes. Dans leur ouvrage publié aux Éditions *La Presse*, ils présentent les témoignages poignants d'une douzaine de personnes, dont certaines sont connues du grand public, qui ont vu leur vie marquée par les problèmes de santé mentale. Ils ont aussi suivi à la trace des travailleurs du réseau de la santé, afin de découvrir comment, à l'heure de la désinstitutionnalisation, on aide ces patients à s'en sortir.

HUGO MEUNIER
ET KATIA GAGNON

« Vous avez tout un numéro entre les bras », glisse l'infirmière à la mère de Mark, à l'hôpital avec son bébé pour une intervention chirurgicale. Le cadet de la famille n'est alors âgé que de deux semaines.

C'était il y a 23 ans. Cette infirmière n'aurait pu voir plus juste.

Aux yeux de la justice, Mark Lafleur, fils de Guy Lafleur, est un criminel qui a plaidé coupable à 14 des 16 chefs d'accusation qui pesaient contre lui.

Aux yeux de la médecine, c'est un jeune homme malade aux prises avec des problèmes de déficit d'attention, d'hyperactivité et du syndrome de Gilles de la Tourette.

Les Lafleur n'ont jamais excusé les agissements de leur cadet, mais ils ont aussi leur propre version de l'histoire de Mrk, dont les premiers chapitres remontent à son enfance.

Pour comprendre, impossible de ne pas faire un saut en arrière. Un voyage dans le temps que Guy Lafleur – pas le Démon blond, le père de famille – a accepté de faire avec nous.

////////////////////////////

Le jour de notre rendez-vous, Guy Lafleur grillait une cigarette au milieu de son nouveau restaurant en chantier, au nord de Montréal. Les ouvriers grouillaient partout. Plusieurs ne pouvaient réprimer un sourire admiratif au passage du *Flower*. Après tout, on ne travaille pas tous les jours pour une légende vivante.

Qui ne connaît pas l'illustre numéro 10? La sensation de Thurso. L'ailier droit qui a brandi cinq coupes Stanley et soulevé tout un peuple.

Le célèbre hockeyeur joue désormais les contremaîtres au milieu de ce qui est devenu le resto-bar Bleu Blanc Rouge. Guy Lafleur, 57 ans, a encore un physique qu'envierait un homme de 20 ans son cadet. Son visage, en revanche, paraît épuisé. Les traits tirés, le père tente de se relever de l'ouragan judiciaire et médiatique dans lequel lui et sa famille sont aspirés depuis presque deux ans.

En plus de devoir faire face aux frasques de son fils, il a lui-même plaidé non coupable à des accusations d'entrave à la justice pour avoir aidé son garçon à contourner ses conditions de libération.

En somme, cette année a été un long cauchemar pour toute la famille. Un mauvais rêve d'où personne ne sort indemne.

////////////////////////////

Dès la prématernelle, Mark se fait renvoyer de deux écoles. « Personne ne voulait le garder, il était trop actif et il dérangeait tout le monde », se souvient le père. En première année, Mark souffre de déficit d'attention avec hyperactivité, et on lui prescrit du Ritalin.

Son père vient tout juste de faire son retour au jeu dans l'uniforme des Rangers de New York, après avoir accroché ses patins durant trois ans.

Guy Lafleur n'est pas vraiment surpris par le comportement de son fils. Il confie avoir lui-même été aux prises avec des symptômes d'hyperactivité. « Moi, je me suis lancé dans les sports. Je travaillais sept jours sur sept dans une ferme de Thurso en été. »

Fougueux, bouillants, sociables: le père et le fils ont beaucoup de points en commun. Leurs trajectoires sont cependant diamétralement opposées. Guy Lafleur y voit un gouffre générationnel. L'ancien hockeyeur se souvient de sa propre éducation, bien différente. « On a été élevés très sévèrement. Tu faisais le fou à l'école et tu mangeais des coups de *strap* à la maison. »

« Tu vis l'enfer. Tu sais que ton jeune est dans la rue, mais tu ne sais jamais quand tu auras un téléphone. »

Guy Lafleur a donc su canaliser ce trop-plein d'énergie. Ses exploits dans les rangs juniors avec les Remparts de Québec – 130 buts en une saison! – ont rapidement attiré l'attention.

Mark, de son côté, collectionne les écoles. Treize en tout, dont certaines spécialisées en troubles du comportement. Il en a été expulsé chaque fois. Et chaque fois pour les mêmes raisons: trop turbulent, manque d'attention.

L'ancien hockeyeur ne peut réprimer quelques critiques à l'endroit du système d'éducation. « Au Québec, s'il y a un problème à l'école avec un jeune, on le crisse à la porte », dit-il. Sa femme et lui ont passé au crible la liste des commissions scolaires pour trouver un établissement conforme aux besoins de leur fils. Les Lafleur ont été forcés de se tourner vers l'Ontario pour obtenir des services adéquats.

////////////////////////////

Mark vient de souffler 12 chandelles. Lors d'une visite à l'Hôpital pour enfants de Montréal, on lui fait un bien curieux cadeau: un nouveau diagnostic. L'enfant est atteint du syndrome de Gilles de la Tourette (SGT).

Ce syndrome est un trouble nerveux héréditaire, caractérisé par des tics irrépressibles. Il serait causé par un dérèglement biochimique dans le cerveau – un surplus des hormones responsables des échanges entre les neurones, ce qui produit des tics.

Pour plusieurs, le syndrome de Gilles de la Tourette, qui touche environ 36 000 personnes au Québec, renvoie cette image maintes fois caricaturée d'un individu qui aboie un chapelet de jurons. Ces symptômes sont spectaculaires, mais ils ne touchent que 10 % des personnes atteintes. Chez Mark Lafleur, la maladie s'exprime plutôt par d'imprévisibles sautes d'humeur.

Près de la moitié des personnes atteintes du SGT ont aussi des troubles associés. Dans le cas de Mark Lafleur, il s'agit de déficit de l'attention avec hyperactivité.

La totale, quoi. Pour un enfant de 12 ans.

Lorsque le diagnostic tombe, Mark joue au hockey et se débrouille franchement bien sur la glace. Comme son père. « Il avait un bon sens du hockey mais n'a jamais pu l'exploiter à cause des médicaments. Il en prenait quatre en même temps. Il avait l'air d'un zombie », raconte le père, qui refuse toutefois de condamner les médecins. Les médicaments sont la seule façon d'atténuer le syndrome de Gilles de la Tourette, qui ne se guérit pas.

Les pilules sont la seule façon de tenir Mark, même si elle est crève-cœur pour les parents.

« Le Ritalin l'empêchait de dormir. Il fallait lui donner quelque chose pour l'aider à dormir. Tabarnak, il avait 12 ans! s'indigne le père. Un jeune de cet âge qui a les yeux cernés, c'est pas normal! »

Élever un jeune comme Mark n'est pas une mince affaire. La tâche revient surtout à sa mère puisque Guy passe la plus grande partie de son temps sur la route, d'abord avec les Rangers, avec les Nordiques. « C'est pour ça qu'elle est à terre aujourd'hui », lance Guy Lafleur en parlant de sa femme.

L'adolescence de Mark est marquée par un internement en psychiatrie de plusieurs mois, au pavillon Albert-Prévost. À cette époque, le jeune homme menace régulièrement de mort les membres de sa famille.

Vers 18 ans, Mark décroche un boulot dans une raffinerie de l'est de Montréal et trouve un appartement loin du nid familial. Des moments de grande angoisse pour les Lafleur. « Tu vis l'enfer. Tu sais que ton jeune est dans la rue, mais tu ne sais jamais quand tu auras un téléphone. »

Les choses dégénèrent rapidement avec l'arrestation de Mark. L'enfant turbulent, l'adolescent difficile est devenu un jeune homme toxicomane et violent. Une bombe à retardement.

Il a des sautes d'humeur et dirige sa rage contre de purs inconnus. Notamment un chauffeur d'autobus, avec qui il a perdu les pédales au point de frapper dans sa porte et de le menacer. « La drogue amplifiait le problème », note le père.

Comme bien des jeunes, Mark expérimente la drogue avec la marijuana. Son père est au courant. « Il disait que ça le calmait. J'aimais mieux savoir qu'il fumait un joint que de le voir avaler 10 pilules. » Mais rapidement, Mark commence à prendre des drogues dures, le crack ou la coke. « Un très mauvais mix avec la maladie », résume le père.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

Guy Lafleur tente de se relever de l'ouragan judiciaire et médiatique dans lequel lui et sa famille sont aspirés depuis presque deux ans.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	SPORTS **11**	Loteries	A **6**
Astrologie du jour	ACTUEL **9**	Monde	A **18** et A **22**
Décès	ACTUEL **10**	Personnalité	LECTURES **8**
Forum	A **19** à A **21**	Petites annonces	ACTUEL **6**
Horaire télévision	EXPRESSO **4**	Sudoku	AFFAIRES **2**

Météo
Ciel variable, maximum **12**, minimum **3**. ACTUEL **10**

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

VRAIE HISTOIRE



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

« Beaucoup de gens pensaient qu'on se servait de la maladie pour échapper à la justice. Nous, on voulait plutôt bien expliquer la situation pour que justement la justice sache à qui elle avait affaire », dit aujourd'hui Guy Lafleur, qui a soutenu son fils Mark durant tout le processus judiciaire.

Aujourd'hui encore, Guy Lafleur comprend mal. Il a pourtant élevé ses deux enfants de la même façon. Martin, l'aîné, a aussi chaussé les patins. Un peu, mais pas passionnément. Il s'est lancé dans la restauration aux côtés de son père. « Il a aussi un déficit d'attention, mais très léger. Il fréquente de bons amis. »

Il s'est fiancé l'an dernier. Des petits-enfants en vue ?

Le visage de Guy Lafleur s'assombrit. Sa réponse est désarmante.

« Avec tout ce qui se passe, je ne sais pas s'il voudra des enfants », laisse-t-il tomber. Chez les Lafleur, la perspective de mettre au monde un enfant malade est devenue un sérieux pensez-y-bien.

« Excusez-moi, M. Lafleur ? »

Sur la gauche, un petit bonhomme haut comme la table vient au même moment rompre la conversation.

« Un autographe », balbutie le jeune, sous le regard de ses parents, restés en retrait. Guy Lafleur ne refuse jamais un autographe. Il adore les gens, qui le lui rendent bien. Le garçonnet trottine vers ses parents en agitant son autographe. Son père sourit.

Éternel chouchou du public, Guy Lafleur apprécie la solidarité des gens croisés depuis le début des déboires judiciaires de son fils. Mais il a aussi dû encaisser sa part de propos désobligeants.

« Beaucoup de gens pensaient qu'on se servait de la maladie pour échapper à la justice. Nous, on voulait plutôt bien expliquer la situation pour que justement la justice sache à qui elle avait affaire. » Guy Lafleur se réjouit toutefois que tout ce cirque ait un peu permis de démystifier le syndrome de Gilles de la Tourette.

Mais, dans le clan Lafleur, ce battage médiatique laissera une trace indélébile. « Mark est étiqueté pour la vie à cause de son nom. Je trouve ça dommage. »

Au fil des années, l'ancienne vedette du hockey a d'ailleurs fini par se poser beaucoup de questions. Être le fils d'une icône québécoise peut-il devenir un fardeau trop écrasant ?

« Mark est étiqueté pour la vie à cause de son nom. Je trouve ça dommage. »

Le père se souvient de ses repas en famille au restaurant, lorsque le cadet n'avait que 5 ou 6 ans. « Il piquait des crises quand les gens s'approchaient de moi pour me parler. Pour lui, ces gens s'accaparaient quelque chose qu'il n'avait pas assez souvent à son goût. »

Avant sa libération, Mark a passé 10 mois derrière les barreaux. Une période difficile, où il a réalisé les proportions prises par toute cette affaire. Son sort est désormais entre ses propres mains. « La justice lui donne une chance. On lui en donne aussi une en tant que parents. Il n'en aura pas deux. Sa mère est au bout du rouleau. Elle m'a dit qu'elle ne revivra pas ça deux fois. »

Tous les parents se culpabilisent et Guy Lafleur n'échappe pas à cette règle. « J'aurais dû être plus sévère, couper les rations côté voiture, argent. Je l'admets aujourd'hui. »

Mais il décoche aussi quelques flèches au système judiciaire, qui se « fout » de la maladie mentale, estime-t-il. « Mark n'est pas un cas de prison, au contraire. Au lieu d'aider ces jeunes, on leur nuit 100 fois plus », peste le père, même s'il n'excuse pas son cadet. « Il s'est mis seul dans ce pétrin. »

Aujourd'hui, les Lafleur aspirent à un peu de quiétude. Et leur plus belle récompense, c'est le bonheur de Mark. Il ne consomme plus depuis sa détention. « Il a compris que son problème, c'est la drogue. Ce n'est plus du tout la même personne aujourd'hui. » Mark consulte aussi un psychologue. Parfois, il sourit.

Le clan Lafleur panse donc ses plaies en famille. « On veut être tranquilles. On a eu notre lot d'émotions et de peine. Depuis deux ans, on vit l'enfer », dit-il.

Guy Lafleur cesse subitement de parler. Cette fois, personne n'est venu lui réclamer une signature.

Son silence s'éternise de longues secondes. Ses yeux rougissent.

À cet instant, la légende du hockey est très, très loin. Le père de famille au bout du rouleau est assis seul devant nous. Il laisse finalement tomber, la gorge nouée : « Tu ne souhaites pas à ton pire ennemi d'avoir un enfant à problèmes.

« Ton enfant reste ton enfant. »



PHOTO RÉMI LEMÉE, ARCHIVES LA PRESSE

La femme de Guy Lafleur, Lise, a assisté au procès de son fils, Mark, qui a finalement passé 10 mois derrière les barreaux. « Elle est au bout du rouleau. Elle m'a dit qu'elle ne revivra pas ça deux fois », a confié Guy Lafleur.



PHOTO RÉMI LEMÉE, ARCHIVES LA PRESSE

Martin, l'aîné de la famille, s'est lancé dans la restauration avec son père. « Il a un déficit d'attention, mais très léger. Il fréquente de bons amis », raconte Guy Lafleur.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2008

À LIRE SUR CYBERPRESSE > **EN DIRECT**
Les dernières nouvelles électorales mises à jour d'heure en heure sur cyberpresse.ca

« Il n'y a pas de crise économique au Canada »

Harper soutient que la situation est meilleure ici qu'aux États-Unis ou en Europe

GILLES TOUPIN

MONCTON — Il n'y a pas de crise économique au Canada, a affirmé toute la journée hier Stephen Harper, en campagne dans les provinces maritimes.

Après l'approbation par le Congrès américain d'un plan de secours pour résoudre la crise financière aux États-Unis, et alors que quatre pays européens membres du G8 se sont réunis à Paris pour tenter de trouver une porte de sortie au tsunami financier qui frappe aussi l'Europe, M. Harper a maintenu hier à Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, et ensuite à Moncton, au Nouveau-Brunswick, que la situation est bien meilleure au Canada.

« Il y a beaucoup d'instabilité dans l'air, a-t-il quand même reconnu. Mais il ne faut pas que le gouvernement ajoute à cette instabilité. »

L'attitude de M. Harper, accusé par son adversaire libéral Stéphane Dion de vivre dans une bulle, contraste avec celle du premier ministre français, François Fillon, qui a déclaré que la crise n'est pas « franco-européenne » mais « mondiale ». M. Fillon a même carrément évoqué « un monde au bord du gouffre par la faute d'un système irresponsable ».



PHOTO TOM HANSON, LA PRESSE CANADIENNE

Stephen Harper serre la main d'une militante à son arrivée à l'aéroport de Yarmouth, en Nouvelle-Écosse.

Mis au courant des propos de son homologue français, le chef conservateur n'a pas voulu donner dans ce qu'il estime être une dramatisation de la situation. Les journalistes lui ont demandé à Yarmouth s'il se rendait compte qu'il est le seul leader sur la scène internationale à dire que tout va bien.

« Nous ne disons pas que tout va bien, a-t-il répondu. Je le dis depuis un an; nous sommes dans une période d'incertitude économique. Et nous avons fait des gestes depuis le mois d'août dernier pour nous préparer à cela. Les faits sont là. La situation des banques canadiennes est de façon significative bien meilleure que celle des banques aux États-Unis et en Europe. Nous avons rencontré les banques régulièrement l'année dernière pour nous assurer que nous suivions ce qui se passait et que nous faisions en cours de route les ajustements nécessaires, par exemple du côté du marché hypothécaire. Nous avons fait d'importants changements. Les marchés canadiens sont très solides et nos banques sont très solides. »

Différences entre le Canada et les États-Unis

Le chef conservateur a nié qu'il restait passif face aux soubresauts économiques et affirmé qu'il rencontre régulièrement ses homologues étrangers afin de s'assurer que leurs actions ne puissent aggraver en rien la situation canadienne.

À Moncton, en fin d'après-midi, devant une foule de 500 partisans triés sur le volet, M. Harper a encore insisté sur les différences entre la situation aux États-Unis et celle au Canada.

« D'abord, a-t-il dit, nous avons des surplus et ils ont des déficits. Nous payons notre dette alors qu'eux s'endettent. Nous créons encore des emplois, même si c'est à un rythme moins accéléré, alors que les États-Unis perdent des emplois. Et la grosse différence est que ces pays subissent des crises majeures dans leurs institutions financières. »

M. Harper a ajouté qu'il ne prétend pas que le Canada est immunisé; il a même reconnu que certains effets de la crise financière américaine se font déjà sentir au Canada. « Mais nous ne sommes pas en déficit, a-t-il martelé. Nous ne sommes pas en récession et nous ne perdons pas d'emplois. Cela fait une grosse différence. Et surtout, nous ne paniquons pas. »

Les conservateurs passent à l'attaque sur le front économique

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Accusés par les partis de l'opposition de rester les bras croisés devant les problèmes qui guettent l'économie canadienne, les conservateurs ont lancé une véritable offensive hier afin de reprendre le haut du pavé dans ce dossier, le principal enjeu de la campagne.

Stephen Harper a donné le coup d'envoi à Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, en promettant de consacrer 300 millions de dollars de plus en quatre ans au développement économique des régions. Cette somme serait répartie entre l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest.

Des programmes seront aussi créés expressément pour les communautés rurales du sud de l'Ontario à fort taux de chômage. Quelque 10 millions par an seraient consacrés aux projets retenus.

Quatre ministres du gouvernement Harper ont ensuite expliqué les grandes lignes de cette promesse ailleurs au pays. Tous avaient le même message: « Contrairement à l'opposition, nous avons un plan, un vrai plan qui fonctionne, pour protéger notre économie en période d'incertitude mondiale. »

Au Québec, le ministre du Travail, Jean-Pierre Blackburn, qui est responsable de l'Agence de développement économique, a pour sa part multiplié les entrevues.

M. Blackburn a indiqué à *La Presse* que le budget annuel passera d'environ 200 millions à 216 millions de dollars au cours des quatre prochaines années.

Le ministre a aussi expliqué que les délais d'approbation des projets de 200 000$ et moins passeront de 76 jours ouvrables en moyenne à environ 37 jours. « Ces délais étaient inconcevables », a-t-il dit.

Le ministre Blackburn a aussi soutenu que sa décision d'éliminer progressivement d'ici à 2010 le financement accordé aux organismes régionaux à but non lucratif et à vocation économique est tout à fait justifiée.

Il a précisé que près de la moitié de ces organismes – 28 sur une soixantaine – lui avaient soumis un plan de transition qui leur permettra de « voler de leurs propres ailes » sous peu. Les autres organismes à but non lucratif devraient soumettre à son Ministère un plan de transition d'ici à 2010.

BANCS D'ÉCOLE POUR EUX. . . BANC D'EXERCICE POUR VOUS.

Économisez à la rentrée avec Fitness Dépôt.

Cet automne, pendant que vos enfants font de nouveau travailler leurs méninges, faites travailler vos muscles à domicile avec votre propre multi-stations. Vous économiserez ainsi du temps et, grâce aux promotions de la rentrée de Fitness Dépôt, beaucoup d'argent. Pas de géométrie, juste des économies. Détails en magasin et à **fitnessdepot.ca**

Torque F3
maintenant seulement
1688$
Économisez 600$

Northern Lights Granite
1488$

PaceMaster Bronze
1488$

Precor 517
1999,88$

Diamondback 860E
1388$

Schwinn 430e
788$

Schwinn 131
498$

Schwinn 231
598$

BOOMERANG
ÉQUIPEMENT D'EXERCICE
LOCATIONS + ÉCONOMISEZ GROS
sur des appareils légèrement abîmés
514-905-0508

Tapis de yoga
16,88$ et +

Ballons de gym
16,88$ et +

Ballons lourds
19,88$ et +

Ballon Bosu
128$

GARANTIE MEILLEUR PRIX AU CANADA
Forts comme notre dollar!

7 magasins au Québec. Adresses complètes au site Web
fitnessdepot.ca

fitness DÉPÔT
vos SUPERMARCHÉS D'ÉQUIPEMENTS D'EXERCICES®

3576302A

Prix et disponibilité peuvent changer sans préavis.

À LIRE SUR CYBERPRESSE > **PARTIS**
Tout sur les partis en campagne sur cyberpresse.ca/partis

Poisson cherche pêcheur désespérément

La ruée vers l'Ouest menace les pêches dans la péninsule acadienne



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

BATHURST, Nouveau-Brunswick — Mercredi, ils faisaient de la farine de hareng. Aux abords de l'usine de Lamèque, une odeur âcre de cadavre poissonneux vous prenait à la gorge.

Ça sentait si fort qu'on ne percevait pas tout de suite l'ampleur de l'inquiétude.

À la fin de l'été, au temps du hareng, l'usine a dû refuser des bateaux. Pas par excès de poissons. Par manque d'employés.

On manque aussi de pêcheurs. Les hommes de pont sont si rares que plusieurs bateaux sont restés à quai cet été. Des crevettiers, rentables par ailleurs, sont à vendre parce qu'on n'a personne pour y travailler.

Ça sent donc la crise, mais d'un genre inédit. Lamèque, comme presque tous les villages de la péninsule acadienne, vit l'impensable: un grave manque de main-d'œuvre. N'est-ce pas ici, naguère, où l'on peinait à faire ses 14 semaines de travail pour avoir droit à l'assurance chômage les 38 autres?

Les hommes sont partis par milliers faire fortune en Alberta. Les femmes aussi.

C'est au point où l'on prévoit construire des habitations de fortune, ici et là sur la péninsule, pour y loger des travailleurs étrangers afin d'éviter le désastre au printemps.

« Ça nous chatouille depuis trois, quatre ans, mais cette année, c'est presque la crise, et ça ne s'améliorera pas », dit Paul-Aurèle Chiasson, directeur général de l'Association coopérative des pêcheurs de l'île de Lamèque.

« On peut embaucher 375 employés au plus fort; il nous en manquait 100 tout l'été. On va devoir importer des employés. On a ciblé quatre pays: la Jamaïque, la Chine, la Russie et le Mexique. »

À 10$ ou 12$ l'heure maximum, sans avantages sociaux, arranger des crabes ou vider des harengs devient moins tentant quand le beau-frère, le cousin ou l'oncle revient dans le village avec des liasses d'argent, une chaîne en or, un pick-up chromé et un fonds de pension.

Les hommes sont partis par milliers faire fortune en Alberta. Les femmes aussi.

« On est en train de se demander si on ne va pas perdre notre industrie de la pêche à cause du pétrole de l'Ouest », dit M. Chiasson.

////////////////////////////

Dans le Dash-8 de 50 places qui fait Bathurst-Montréal deux fois par jour, les trois quarts des passagers s'en vont travailler dans l'Ouest.

Comme mon voisin, Paul Chiasson, 49 ans, de Lamèque (il y a quelques Chiasson à Lamèque). Il va à Fort McMurray depuis un an. Il est le superviseur d'un groupe d'hommes et de femmes de ménage. Il travaille 20 jours d'affilée, 11 heures par jour, nourri, logé, puis il revient tous frais payés pour huit jours, et puis ça recommence. On est loin du travail spécialisé. Salaire? Autour des 100 000$.

« Je vais faire ça deux ans. Mais moi, je reviens à Lamèque. Ma fille de 20 ans travaille là, elle aussi, elle est tombée amoureuse d'un gars de la Saskatchewan, ils se sont acheté un condo à Calgary. Elle ne reviendra jamais. C'est comme ça pour la plupart des jeunes.

« Je connais un gars qui est entré à la coop en 1986 à 8$ l'heure. En 2002, il faisait 8,25$. Ça fait même pas une cenne par année d'augmentation! Sur les bateaux, dans les belles années, les hommes de pont se faisaient une bonne paye, mais maintenant, ils sont payés à salaire, sans fonds de pension, pour quelques semaines seulement. Qu'est-ce que vous voulez qu'ils fassent? Ils n'ont plus le goût de se faire exploiter. »

Le directeur de la coop reconnaît que les travailleurs « méritent mieux ». Mais le prix du poisson et des crustacés n'est pas fameux. Il voit ses employés, 54 ans en moyenne, partir petit à petit, et il sait qu'il faut agir vite. Il fonde un espoir dans les nutraceutiques dérivés du hareng ou de la crevette – dont une huile que la coop a fait breveter.

Mais en ce moment, il se demande surtout s'il pourra commencer la prochaine saison.

Ils ne partent pas tous en douce. Une entreprise de l'Ouest a recruté d'un coup 45 personnes à Baie-Sainte-Anne, dans le Sud-Est, cette semaine. Ça fait un moyen trou dans un village de 1500 personnes.

On parle aussi d'un avion nolisé, plus gros, qui partirait de Charlo pour l'Alberta.

Retour en ville

Grande-Anse, beau port de pêche d'où l'on voit briller la Gaspésie, a perdu son épicerie cette semaine, faute de clients. Mais l'exode a aussi des effets étonnants sur l'économie.

Bathurst, ville de 12 000 habitants dans la Baie-des-Chaleurs, connaît depuis deux ans des records de vente dans le commerce de détail – avec des augmentations de 40 % depuis trois ans.

« Je n'ai jamais vendu autant de voitures, me dit Daryll Stothart, concessionnaire Toyota depuis 30 ans. L'année 2007 a été ma meilleure à vie, 2008 sera meilleure encore de 20 %. Et c'est dû surtout aux gens qui sont partis dans l'Ouest. Ils arrivent ici et n'ont pas de temps à perdre. L'autre jour, un homme a envoyé sa femme et sa fille en acheter chacune une! Et ils s'équipent. Je suis le concessionnaire qui a le record d'achat d'équipement de toutes les Maritimes! » me dit-il en me montrant les colonnes de chiffres.

« Pour une place qui est censée avoir beaucoup de chômage, on se débrouille bien! »

L'exode albertain a aussi un effet à la hausse sur les salaires dans la région. « Les entreprises ont peur de perdre leurs ouvriers, c'est donc bon pour la région », dit Donald Hammond, qui dirige Entreprise Chaleur, sorte de commissariat industriel à Bathurst. Les petites entreprises se sentent obligées d'offrir des régimes de retraite. Le prix des maisons augmente.

Pourtant, dans cette vieille « ville de compagnie », le moulin centenaire de la Smurfit-Stone a fermé en 2005. Il y a déjà eu plus de 1000 personnes qui y travaillaient. Il n'en restait que 275, mais le choc a été énorme. Sauf qu'au même moment, les mines se sont mises à bien aller, et avec elles plusieurs petites entreprises spécialisées. La situation économique est meilleure que dans le reste de la région. On ne vit donc ici que le meilleur de l'exode, pour ainsi dire.

Un exode qui se fait sans regrets... jusqu'à ce que le printemps arrive, et avec lui l'appel de la mer. « Quand je reviens et que je vois les bateaux partir, ça me fait un petit quelque chose, confie Paul Chiasson. Mais les choses changent tout le temps, comme la mer. Après le creux de la vague, il y a la vague qui revient. »

On est dans le creux, du côté de Lamèque. Et personne ne sait ce que la vague amènera.

MOT POUR MOT

« La récession n'est pas inévitable, mais il faut avoir un gouvernement qui s'en occupe, un gouvernement qui ne vit pas dans une bulle. »

– Stéphane Dion, qui croit que la situation économique actuelle est le talon d'Achille des conservateurs.

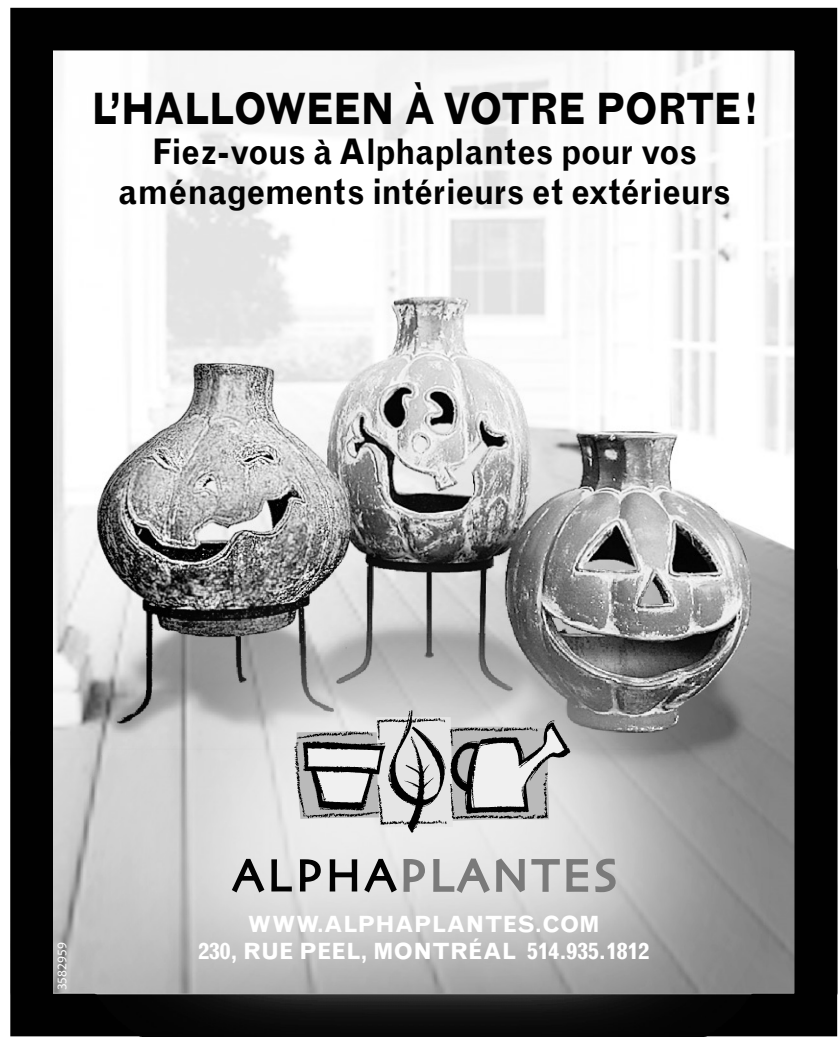
OÙ SONT-ILS AUJOURD'HUI?

Stephen Harper: en congé
Stéphane Dion: Iqaluit, Churchill
Gilles Duceppe: Montréal, Saint-Hyacinthe
Jack Layton: St. John's, Thunder Bay
Elizabeth May: Tracadie, Antigonish

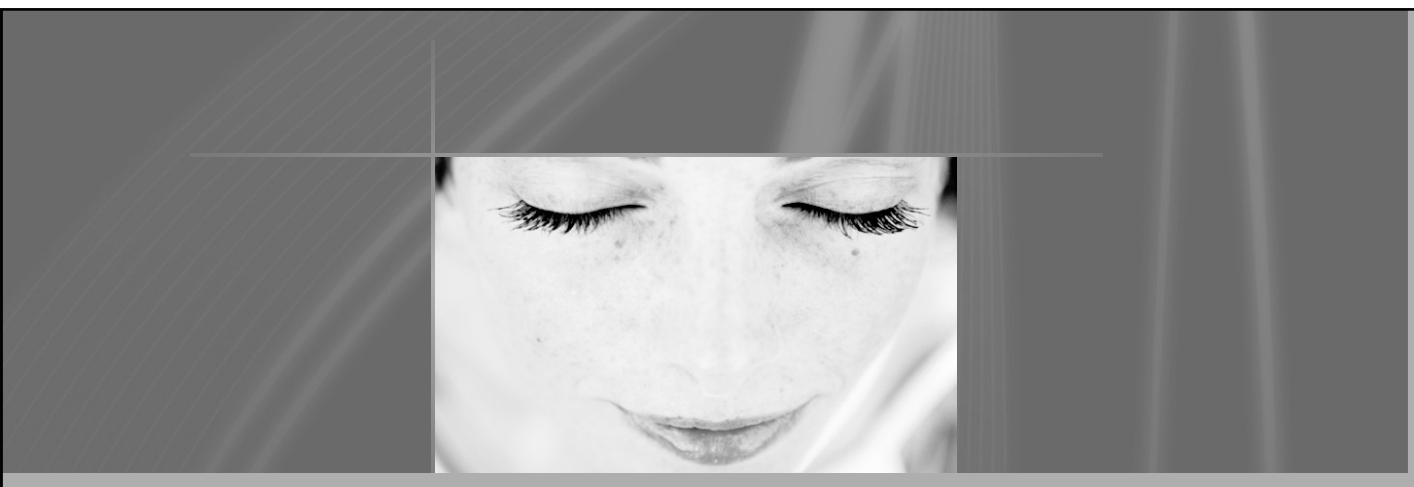
MARIE-FRANCE BOISVERT
Exposition
du 5 au 12 octobre
Rencontrez l'artiste
le dimanche 5 octobre
de 13 h à 17 h
Galerie d'art Richelieu
Aussi spacieuse qu'un musée,
aussi chaleureuse qu'une maison d'amis
7903, rue Saint-Denis, Montréal
(514) 381-2247 crichelieu@bellnet.ca
Du mardi au dimanche, de 10 h à 17 h
Stationnement • Métro Jarry
www.galerierichelieu.com
3589727
« La marche du fantôme »
Photo: F. Galarneau



L'HALLOWEEN À VOTRE PORTE!
Fiez-vous à Alphaplantes pour vos aménagements intérieurs et extérieurs
ALPHAPLANTES
WWW.ALPHAPLANTES.COM
230, RUE PEEL, MONTRÉAL 514.935.1812
3582959



N'attendez pas la hausse des prix de 2009 !
Offrez-vous votre solarium dès cet automne !
Passez à l'action avant le **18 octobre 2008** et profitez de ces **offres spéciales** :
• Solarium 4 saisons : Plancher chauffant électrique **GRATUIT !**
• Solarium 3 saisons : Superbe poêle BBQ en acier inoxydable **GRATUIT !**
Vous pouvez compter sur la **qualité Solarium Servitech** :
• Installation professionnelle
• Service à la clientèle unique
• Qualité et satisfaction assurées
Financement offert à 4,9 % - Possibilité d'étaler vos paiements sur 180 mois*.
*Certaines conditions s'appliquent
3588327
solarium SERVITECH DEPUIS 1987
Pour en savoir plus et pour voir nos modèles :
1 800 567-0443 poste 903 • **450 777-2688, poste 903**
www.solarium-servitech.com
GRANBY
206, des Alouettes, St-Alphonse-de-Granby, QC J0E 2A0 (sortie 68, aut. 10)









ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2008

À LIRE SUR CYBERPRESSE > **OBAMA**
Denis Coderre évoque Barack Obama dans la campagne. Pour en savoir plus, allez sur cyberpresse.ca/electoral

Début du vote par anticipation

VIOLAINE BALLIVY

La campagne électorale est loin d'être terminée, le Parti conservateur n'a pas encore dévoilé son programme électoral en bonne et due forme, mais, depuis vendredi déjà, des milliers de Canadiens estiment qu'ils en ont assez entendu pour arrêter leur choix. Le vote par anticipation connaît une croissance impressionnante depuis 10 ans. Les partis devront s'adapter à cette nouvelle réalité, croient des experts.

Samedi, 16h, le soleil invite à la randonnée en montagne, mais Michel Caron se dirige plutôt vers le sous-sol sombre d'une église du chemin de la Côte-Sainte-Catherine pour faire une croix devant le nom du candidat de son choix. Michel Caron sera à Montréal le 14 octobre. Il pourrait voter à la date prévue, comme la majorité de ses compatriotes. Mais il a plutôt adopté la maxime: «Pourquoi remettre à demain ce que l'on peut faire aujourd'hui?»

Depuis que les restrictions au vote par anticipation ont disparu, le nombre de Canadiens qui y ont recours a presque doublé. Il a passé de 3,6 % à 6,8 % entre 1997 et 2006, selon le Directeur général des élections.

Au Canada, ces données ne semblent pas encore avoir modifié les stratégies des partis politiques. «Ce serait toutefois une très bonne idée qu'ils commencent à le faire, vu l'ampleur qu'est en train de prendre le phénomène», signale le politologue Réjean Pelletier. Les partis qui ont le vent en poupe à mi-campagne devraient inciter leurs électeurs à se prononcer le plus tôt possible, dit-il, particulièrement dans les circonscriptions où la lutte s'annonce la plus chaude.

Même son de cloche du côté de François-Pierre Gingras, professeur à l'Université d'Ottawa, qui ajoute que les partis marginaux devraient être les plus sensibles au mouvement. «Les petits partis ne sont pas toujours bien connus au deux tiers de la campagne, et les gens qui votent par anticipation choisissent probablement les meneurs dans les sondages», prévient-il. Bref, plus les électeurs s'exprimeront hâtivement, plus les candidats d'arrière-plan auront du mal à s'imposer.



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Des électeurs montréalais ont voté par anticipation aux élections fédérales, hier, notamment, comme ci-dessus, dans le sous-sol d'une église du chemin de la Côte-Sainte-Catherine.

Aux États-Unis

Cette tendance suscite déjà beaucoup d'intérêt chez nos voisins du Sud, où les partis politiques ont commencé à modifier leurs plans de campagne électorale afin de mobiliser les électeurs avant le 4 novembre. Il faut dire que le taux de vote par anticipation y connaît une croissance encore plus rapide qu'ici. Il a bondi de 14 % en 2000 à 20 % en 2004, et il devrait atteindre les 30 % cette année, selon le *Los Angeles Times*. Du coup, le mois d'octobre y a été surnommé le «mois des élections». «Les deux équipes doivent s'organiser très tôt, décider où et quand envoyer leur candidat et où consacrer des fonds à des spots télévisés», indique le quotidien californien.

Le Directeur général des élections dévoilera cette semaine le taux de participation aux trois journées de scrutin par anticipation (vendredi, hier et demain). Une nouvelle hausse est à prévoir. Un grand nombre de citoyens de confession juive auraient décidé de voter par anticipation puisque le 14 octobre coïncide avec le début de Soukot, la «fête des cabanes».

La dernière journée du vote par anticipation sera celle de demain, de 12h à 20h.

Pour connaître son bureau de scrutin: www.elections.ca ou 1-800-463-6868.

Le NPD appelle au choix stratégique

MALORIE BEAUCHEMIN

CHARLOTTETOWN — Refusant l'approche «d'inaction» de Stephen Harper, qu'il accuse de déni quant à la réalité économique canadienne, le chef du NPD, Jack Layton a lancé, hier, un appel au vote stratégique pour battre le Parti conservateur.

«M. Harper devrait comprendre que la vraie économie, celle qui préoccupe les gens au jour le jour, ne va pas bien», a martelé le chef néo-démocrate en matinée, réagissant aux affirmations du chef conservateur selon lesquelles l'économie canadienne ne serait pas en crise.

«C'est du déni», a ajouté M. Layton, qui prône un gouvernement plus interventionniste, notamment pour assainir les institutions financières et pour mettre les préoccupations des familles au premier plan.

«Aujourd'hui, M. Harper a demandé qu'on lui donne un gouvernement majoritaire pour surveiller les choses, a dit le chef du NPD. Mais il a eu un gouvernement majoritaire parce que les libéraux ont oublié de faire leur travail. Et il n'a rien fait.»

Selon lui, le fait que les libéraux aient assuré la survie du gouvernement conservateur pendant plusieurs mois rend Stéphane Dion aussi coupable que le chef conservateur.

«Les politiques de M. Harper sont les responsabilités de M. Dion», a soutenu M. Layton.

«Vous n'êtes pas obligés d'accepter l'approche d'inaction de Stephen Harper, qui veut seulement aider les banques et les pétrolières», a conclu le chef du NPD.

Nulle crainte de Dion

Dans un discours survolté devant plus de 500 personnes à Halifax, en présence de l'ancienne chef néo-démocrate et ex-députée de la circonscription, Alexa McDonough, M. Layton a lancé un appel au vote stratégique contre Harper, affirmant ne pas craindre qu'une telle attitude des électeurs ne favorise plutôt les libéraux.

«M. Dion n'a pas été capable de s'opposer aux décisions de Stephen Harper. Ça, c'est une différence que les gens comprennent assez bien. Seul le NPD peut se tenir debout et l'a démontré pendant le dernier Parlement», a dit le chef néo-démocrate.

M. Layton a jugé que les provinces maritimes, et leurs 32 sièges aux Communes, pourraient faire tourner le vent le jour du scrutin.

«Il y a un nombre élevé de luttes serrées, dans lesquelles ça va très bien pour nous. Les gens sentent que les conservateurs n'ont pas été là pour eux. Ils n'ont pas tenu leurs promesses, particulièrement ici, dans les Maritimes, a dit le leader néo-démocrate. Les libéraux ont quant à eux tenu les Maritimes pour acquises depuis trop longtemps.»

Le plus récent coup de sonde Harris/Decima place les conservateurs à 30 %, les libéraux à 28 % et les néo-démocrates à 27 % dans les provinces de l'Atlantique.



Entrez
par la grande porte,
vous l'avez bien mérité

LE SÉLECTION
COMPLEXE LOCATIF HAUT DE GAMME
APPARTEMENTS ✦ PENTHOUSES ✦ MAISONS DE VILLE

SALLE D'ENTRAÎNEMENT ✦ CIRCUIT DE MARCHE EXTÉRIEUR CHAUFFÉ
PISCINE ✦ SIMULATEUR DE GOLF EN 3D ✦ CENTRE D'AFFAIRES ✦ CAVE
À VIN ✦ BISTRO TERRASSE ✦ SALON DE COIFFURE ✦ SPA ✦ HAMMAN
PHARMACIE ✦ ACTIVITÉS ✦ IMMENSE COUR INTÉRIEURE
COMPLEXE SÉCURISÉ

INFORMEZ-VOUS SUR NOS LOCATIONS
AVEC TAUX D'AUGMENTATION GARANTI

450.687.3300
3300, boulevard Le Carrefour *(à deux pas du Carrefour Laval et du Centropolis)*
www.leselection.com

3586663A
3589728

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du : 2008-10-04

Lotto 6/49 : 12 19 23 25 36 46 — 02 compl.
Québec 49 : 01 02 10 15 31 40 — 26 compl.
La Quotidienne : 3 698 — 4 9794
Banco — Lots bonis : du 2 au 10 oct. 2008 : 03 15 24 25 26 28 32 33 36 42 44 46 47 49 51 52 60 61 62 64
Triplex : 13 32 33 38 39
Astro : Jour - Mois - Année - Signe : 01 MARS 77 CANCER
Extra : 6813656

Résultats des tirages du : 2008-10-03

Super 7 : 03 07 09 16 35 41 44 — 46 compl.
Extra : 3675478

	GAGNANTS	LOTS
7/7	1	10 000 000,00 $
6/7+C	2	93 441,30 $
6/7	126	1 483,20 $
5/7	6 520	97,40 $
4/7	138 538	10,00 $
3/7+C	125 872	10,00 $
3/7	1 153 528	Participation gratuite

Ventes totales : 16 488 732 $
Prochain gros lot (approx.) : 2 500 000 $

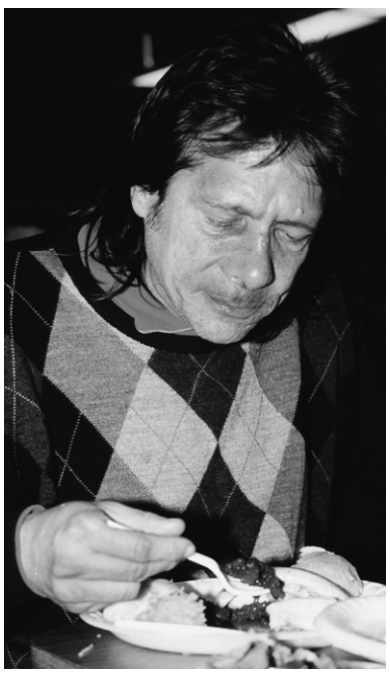
Prédictions : GROS LOT BONI PARTAGEABLE DE 50 000 $ GARANTI. DEMANDEZ LA LISTE DE FOOTBALL AVANT DIMANCHE 13 H.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Service d'abonnement aux loteries sur terminal : les gagnants reçoivent leur chèque par la poste !
LOTO MATIQUE® 1 866 628-4783

lotoquebec.com

VEUILLEZ DÉCOUPER ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DÈS AUJOURD'HUI

Offrez un repas complet d'Action de grâce ! 2,48 $



Pour des milliers de montréalais défavorisés ou en situation d'itinérance, les moments de festivités comme l'Action de grâce ne font qu'amplifier leur sentiment de manque, de solitude et d'insuffisance.

Associez-vous aux efforts de Mission Bon Accueil afin de redonner dignité et espoir aux sans-abri de Montréal.

Pour aussi peu que 2,48 $, vous pouvez procurer un repas à une personne qui souffre de la faim. Pour seulement 24,80 $, c'est à 10 personnes que vous offrez un repas d'Action de grâce !

Merci de soutenir les plus démunis… parce que «donner, ça fait du bien».

☐ **24,80$** pour **10 personnes** ☐ **62$** pour **25 personnes**
☐ **124$** pour **50 personnes** ☐ **248$** pour **100 personnes**
☐ _____**$** pour aider autant de personnes possible

Donnez en ligne au www.missionbonaccueil.com ou composez le (514) 523-5288

Débitez ma carte de crédit ☐ Visa ☐ MasterCard ☐ American Express

Nº DE LA CARTE — DATE D'EXPIRATION
SIGNATURE
NOM EN LETTRES MOULÉES
COURRIEL
TÉLÉPHONE
ADRESSE
VILLE — PROVINCE — CODE POSTAL

Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10$ et plus. Mission bon Accueil est un organisme de bienfaisance : NE 10819 5215 RR0001

Libellez et envoyez votre chèque à :
Mission Bon Accueil
606, rue de Courcelle, Dépt. 404301
Montréal, QC, H4C 3L5

MISSION Bon Accueil

3585435A

NOTRE 117e ANNÉE AU SERVICE DES DÉMUNIS

À LIRE SUR CYBERPRESSE > **ENJEUX**
Pour connaître les enjeux de la campagne électorale, allez sur cyberpresse.ca/enjeux

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2008

Dion clarifie son plan pour éviter la récession

HUGO DE GRANDPRÉ

MONCTON — Pour éviter une récession, un gouvernement libéral investirait dans des projets comme la dépollution de la rivière Petitcodiac, au Nouveau-Brunswick, ou la construction plus rapide de ports pour petits bateaux un peu partout au pays.

Voilà des exemples de mesures concrètes que Stéphane Dion voudrait prendre dans les 30 jours suivant son élection. Au débat des chefs, mercredi dernier, M. Dion a pris de court ses adversaires en présentant un plan en cinq étapes destiné à remédier à une crise financière qu'il croit plus grave que ne le dit le premier ministre Stephen Harper.

Une récession « n'est pas inévitable, mais il faut avoir un gouvernement qui s'en occupe, qui n'est pas dans une bulle », a lancé le chef libéral lors d'un point de presse, hier à Moncton.

Son plan prévoit donc, dans les 30 jours suivant l'élection d'un gouvernement libéral, la consultation des premiers ministres provinciaux pour connaître leurs priorités économiques; la consultation d'experts du secteur privé; la consultation de dirigeants des instances administratives fédérales, comme la Banque du Canada, pour protéger l'épargne des Canadiens; et la présentation d'une mise à jour économique et fiscale visant à stimuler l'économie et les emplois ainsi qu'à aider certains secteurs à risque, comme les secteurs manufacturier et forestier.

M. Dion a déjà dit que son plan ne prévoyait pas de nouveaux fonds. Il entend plutôt accélérer la mise en œuvre de projets qui, selon lui, sont retenus par le gouvernement Harper. De quels projets s'agit-il? Le chef libéral n'a pas été en mesure de donner beaucoup de détails.

Pour le Québec, il s'est contenté de faire allusion à une « liste » fournie la veille par la présidente de la chambre de commerce de Montréal, Isabelle Hudon. Cette liste prévoit l'accélération des investissements dans les transports en commun et la réalisation de grands projets comme le Havre, le Quartier des spectacles et le développement du Vieux-Port.

« Ce ne sont pas les projets qui manquent, a conclu le chef libéral. C'est la volonté politique du gouvernement fédéral d'agir tout de suite pour stimuler l'économie. »

Sur la défensive

Par ailleurs, Stéphane Dion a dû défendre sa stratégie de campagne, hier, lorsque des journalistes et des adversaires ont noté qu'il ne visitait ces jours-ci que des circonscriptions libérales.

M. Dion a visité Moncton hier matin. Il s'est rendu à l'Île-du-Prince-Édouard en après-midi, puis à Iqaluit, capitale du Nunavut. Il sera à Churchill, dans le Nord du Manitoba, cet après-midi. Toutes ces circonscriptions sont représentées par des députés de son parti.

Quelques heures après son passage à Moncton, le coprésident de la campagne conservatrice, Bernard Lord, l'a accusé de tenter de sauver les meubles dans une campagne en déroute. Mais M. Dion affirme qu'il n'en est rien. Au centre-ville de Montréal, vendredi, il s'est adressé à toute la métropole, voire au pays en entier, a-t-il dit. Et à Dieppe, hier, il s'est dit convaincu que sa voix avait porté aux quatre coins du Nouveau-Brunswick.

« C'est arrivé et ça va arriver encore, a-t-il lancé au sujet de ses visites dans des circonscriptions détenues par des adversaires. Mais mon travail, et celui de mes candidats, est de gagner cette course. Nous sommes arrivés avec des arguments puissants pour convaincre les Canadiens de voter pour nous. »

Voix gaspillée ou voie de sortie?

Duceppe et Harper croisent le fer sur la pertinence d'appuyer le Bloc

GILLES TOUPIN
ET MARTIN CROTEAU

Pendant que Stephen Harper répétait qu'un vote pour le Bloc est un vote gaspillé, hier, Gilles Duceppe a de nouveau appelé les Québécois à envoyer un « maximum » de députés bloquistes à Ottawa pour empêcher l'élection d'un gouvernement conservateur fort.

M. Harper a d'abord promis d'investir 300 millions de plus en trois ans pour favoriser le développement économique des régions. La somme serait répartie dans trois organismes fédéraux, dont l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (ADECRQ).

Ces derniers jours, le premier ministre sortant a été accusé de rester les bras croisés en cette période d'incertitude économique. Il a aussi été critiqué, au cours des derniers mois, pour des coupes dans certains fonds régionaux destinés aux entreprises, comme Montréal International et Pôle Québec Chaudière-Appalaches.

« Le gouvernement du Canada appuiera désormais des entreprises qui vont créer des emplois au lieu de juste appuyer la création d'une bureaucratie permanente », a-t-il indiqué.

Sitôt l'annonce terminée, il a repris de plus belle ses attaques contre le Bloc. Il a incité les Québécois à ne pas « rester dans les estrades » pendant que la crise financière américaine menace de plonger le Canada en récession.

« Je ne comprends pas l'idée ou le principe de ne jamais avoir quelqu'un dans le gouvernement, a-t-il affirmé devant une cinquantaine de partisans réunis à Yarmouth, en Nouvelle-Écosse. Ça n'a pas de sens. »

Il a promis que, en cas de victoire, il ne délaisserait pas les circonscriptions qui auront élu un député de l'opposition. Mais il précise qu'il sera beaucoup plus facile de comprendre les besoins des Québécois si la province élit une forte délégation conservatrice à Ottawa le 14 octobre.

« Pour bien comprendre les réalités régionales, a-t-il insisté, on a besoin des députés. Seul le gouvernement, à la fin, peut agir. L'opposition ne peut que réagir. »

Un « maximum » de députés

Le Bloc a quant à lui condamné l'annonce de Stephen Harper et a fait valoir que ce dernier avait sabré le budget de l'ADECRQ de 100 millions depuis son arrivée au pouvoir. Gilles Duceppe l'a accusé de saboter un modèle de développement régional qui a fait ses preuves. Il affirme que la nouvelle formule donnerait à Ottawa un droit de regard absolu sur tout projet nécessitant des subventions.

« Ce n'est pas que le montant, a-t-il affirmé. Parce que si l'on donne plus d'argent mais qu'on doit passer dans le bureau du ministre pour avoir le chèque, il n'y a rien de changé. »

De passage à Montréal, le chef bloquiste a répété qu'il est le seul rempart contre l'élection d'un gouvernement Harper majoritaire. Il a une fois de plus sollicité l'appui des Québécois de toutes allégeances politiques.

« Un maximum de députés du Bloc, ça nous permettrait, je pense, d'empêcher une majorité », a-t-il affirmé lors d'un point de presse.

M. Duceppe estime qu'une telle éventualité est « le pire scénario » pour les Québécois, surtout si les menaces de récession se concrétisent. Il affirme que le refus des conservateurs d'intervenir pour stimuler l'activité économique, une approche qu'il dit inspirée de George Bush, aurait de graves conséquences pour le Québec.

« C'est la théorie du laisser-faire, a-t-il dit. On a vu où ça a mené, aux États-Unis. »


Cours de danse
40 ans +
Prochaine session : 14 octobre 2008
Leçons de danse en couple, dans un style fluide du swing :
BalTango
Variation du fox-trot
Rabais de 20 % avant le 10 octobre
www.swing-romantique.com
3589726A

C'est la table qui a gagné le débat



STÉPHANE LAPORTE
COLLABORATION SPÉCIALE
CHRONIQUE

Ce qui m'a le plus frappé lors du débat des chefs, c'est... la table. La grande table ovale autour de laquelle étaient assis May, Harper, Layton, Dion, Duceppe et le modérateur. D'abord, pourquoi une table au lieu d'un lutrin? Nos chefs sont-ils fatigués? Trois heures debout, est-ce trop long pour leurs vieilles jambes? Si le très antique John McCain est capable de rester debout, pourquoi pas eux? Pourquoi s'asseoir?

Est-ce l'influence de *110%*, la seule émission de débats qui pogne? Si oui, selon le plan de table, Gilles Duceppe jouait le rôle de Jean Perron, Stéphane Dion, celui de Réjean Tremblay, Jack Layton, celui de Gabriel Grégoire, Elizabeth May, celui de Pierre Rinfret et Stephen Harper, celui de P.J. Stock.

Les comparaisons tiennent la route. Duceppe a le sens de la formule comme Perron. Si le chapeau te fait, c'est pas une raison pour le mettre. Dion est un professeur, comme Réjean. Layton est l'*outsider,* comme Grégoire. May est celle qui porte le plus de bijoux, comme Pierre Rinfret. Et Harper est aussi difficile à comprendre en français que Stock.

Cela dit, à *110%*, les débatteurs sont assis, mais pas vraiment autour d'une table. Ils sont derrière des comptoirs. Comme dans un bar. La table n'est pas le mobilier des débats. La table est un symbole d'union. Pas d'affrontement. Quand on se réunit autour d'une table, c'est parce qu'on s'aime bien. Parce qu'on fait partie de la même *gang*. Il arrive parfois que des opposants s'assoient à la même table, mais c'est pour essayer de s'entendre. Pour arriver à un accord. C'est une table de concertation.

Aussi en voyant nos cinq leaders assis autour de la grande table, on avait l'impression d'assister à un conseil d'administration plutôt qu'à un combat. Ça faisait club privé. Chacun a ses petites exigences, mais, au fond, on est tous dans la même équipe. Celle des vestons foncés. Il y a des moments où l'on se sentait de trop. Comme s'il n'y avait pas de place pour nous.

Je vous le dis, l'élément le plus révélateur du débat des chefs 2008, c'est la table.

Elle n'était pourtant pas très design. Les Canadiens n'ont pas dû se précipiter chez Brault & Martineau le lendemain matin pour se la procurer. Elle était verdâtre et massive. Et le centre de table était particulièrement affreux. On avait caché ce qui devait être un gros trou par un morceau de feutre ou de caoutchouc noir avec une feuille d'érable rouge au milieu, accroché avec des espèces d'agrafes tout autour. La feuille d'érable servait donc de bouche-trou pour nous empêcher de découvrir ce qui se passait en dessous. Sans cette applique, on aurait pu voir les conseillers des partis en train de souffler les réponses à leurs leaders.

En voyant nos cinq leaders assis autour de la grande table, on avait plus l'impression d'assister à un conseil d'administration qu'à un combat. Ça faisait club privé.

Bien qu'affreuse, c'est la table qui a dominé le débat. C'est elle qui a donné le ton. Assis, on ne parle pas de la même façon que debout. Debout, on s'exprime. Assis, on jase. Debout, on proclame de grands idéaux. Assis, on donne sa petite opinion. Debout, on se doit d'être éloquent. Assis, on peut ne rien dire, comme Harper l'a fait, et s'en tirer avec les honneurs. Debout, on parle pour convaincre. Assis, on parle pour parler.

D'ailleurs, le débat n'était pas sans rappeler la série *Parler pour parler* de Janette Bertrand. Il manquait la bouffe, bien sûr. Mais crise financière oblige, les chefs auraient été malvenus de manger au visage de leurs concitoyens. Il manquait aussi Violette pour venir relancer le débat. J'aurais bien vu la sympathique serveuse donner une tape dans le dos de Stéphane Dion pour qu'il cesse de se tenir le dos voûté. On ne vote pas pour un chien battu. Même s'il s'appelle Kyoto. Elle aurait pu aussi verser un grand verre de Pepsi au premier ministre, cela l'aurait sûrement réveillé.

Ce qui frappait lorsqu'on voyait le plan d'ensemble de la table, c'est l'immense espace entre Stéphan Bureau et Elizabeth May. Pourtant, à la droite de Bureau, Duceppe était tout près de lui. Mais à sa gauche, il y avait un trou grand comme l'Atlantique. Cette asymétrique distance entre l'animateur et May faisait en sorte que Stephen Harper se retrouvait complètement au bout de la table. La position du gars de trop. De celui qui ne faisait pas partie de la *gang*. Et c'était pas mal ça puisque les quatre autres ne cessaient de s'en prendre à lui. Si Harper avait été assis entre Layton et Duceppe, là où était Dion, il aurait fini la soirée avec un mal de cœur à force de tourner la tête. Tandis que là, du bout de la table, il avait vue sur tous ses détracteurs. Et il pouvait s'en aller sans déranger personne.

En anglais, cependant, la table n'était pas carrée, c'était la même, mais le tirage au sort des places a fait en sorte que Harper et May ont échangé leurs fauteuils, tout comme Dion et Layton, Duceppe restant tout près de l'animateur.

Layton et Harper étaient face à face. Et c'est entre eux que le débat s'est joué. Layton a de loin donné la meilleure performance des chefs dans l'opposition. Et Harper a été beaucoup plus volubile que la veille.

On l'a tous vécu quand on va dîner avec une *gang*. Si on n'est pas assis au bon endroit, la soirée peut être longue, très longue.

Bref, ce débat attablé m'a laissé une drôle d'impression. Le Canada a beau être un grand pays, il y avait quelque chose de petit, de tranquille, d'assis, de convenu dans cette assemblée. Dans cette amicale. Rien pour nous inspirer.

On avait plus envie d'écouter ce qui se disait à la table d'à côté.

Les deux gagnants du débat: la table et le Bureau.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: stephane@stephanelaporte.com

Un acteur du scandale des commandites agit comme consultant pour les conservateurs

ANDRÉ NOËL

Bernard Thiboutot, un relationniste qui a indiqué à la commission Gomery sur le scandale des commandites qu'il avait aidé la compagnie Groupaction à financer le Parti libéral, travaille maintenant comme consultant en communication pour des candidats conservateurs dans l'Est du Québec, a appris *La Presse*.

Ses déclarations, faites en mars 2005, avaient créé une onde de choc. C'était la première fois que la commission Gomery apprenait comment l'argent reçu par les firmes de communication qui profitaient du programme des commandites servait à payer les organisateurs du Parti libéral, pendant la campagne électorale de 2000.

« Je n'ai pas été cité dans le rapport du juge (John Gomery). Je n'ai pas été blâmé. »

Stephen Harper, alors chef de l'opposition, avait profité de cette occasion pour demander au gouvernement de poursuivre le Parti libéral en justice. « Le gouvernement poursuit les agences (de communication) pour recouvrer l'argent sale perçu indirectement par le programme des commandites, avait déclaré M. Harper en Chambre. Pourquoi le gouvernement ne poursuit-il pas le Parti libéral du Canada? »

Cette année, M. Thiboutot, ex-directeur général de la station de radio CHOI-FM, a été engagé comme consultant par des candidats conservateurs dans l'est du Québec. « J'en fais pour différents candidats », a-t-il dit à *La Presse* vendredi, sans préciser leurs noms. Il a seulement confirmé celui de Myriam Taschereau, candidate à Québec, et a refusé de dire pour quelle firme de communications il travaille.

« Ma participation à la commission Gomery, c'était à titre de témoin, a-t-il ajouté. Je n'ai jamais été inculpé, accusé, condamné. Je n'ai pas été cité dans le rapport du juge (John Gomery). Je n'ai pas été blâmé. »

Jean-Luc Benoît, porte-parole du Parti conservateur au Québec et lui-même ex-directeur des communications de CHOI-FM, a dit que les conservateurs sont contents de compter M. Thiboutot dans leur organisation électorale. « Aucune accusation n'a été portée contre cette personne, a dit M. Benoît vendredi. Le fait que des gens de différentes allégeances travaillent pour nous est une bonne nouvelle. »

Groupaction, de Jean Brault, est l'une des compagnies qui a le plus profité du programme des commandites. En 2000, M. Thiboutot était à la fois propriétaire de Commando Communication Marketing, directeur du bureau de Québec de Gosselin Communication et employé de Jean Brault.

Cinq ans plus tard, il a comparu devant la commission Gomery. Il a alors révélé que Jean Brault lui avait demandé de faire des chèques à des militants libéraux parce que le Parti libéral manquait d'argent. Comme M. Brault ne voulait pas que son nom paraisse, il a demandé à M. Thiboutot de faire les chèques au nom de Commando Communication.

« M. Brault m'a dit qu'il avait une liste de gens à payer, qu'il voulait les faire payer par mon entreprise parce qu'il ne voulait pas avoir de lien d'emploi avec ces gens-là, a dit M. Thiboutot au juge Gomery. Il était mon employeur alors... il m'a envoyé une somme d'argent et une liste de gens qui devaient m'envoyer des factures. J'ai acquitté ces factures. »



PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE
Bernard Thiboutot, lors de son témoignage devant la commission Gomery sur le scandale des commandites. « Je n'ai rien à me reprocher », dit-il.

M. Thiboutot a fait des chèques totalisant 44 360$ à cinq organisateurs libéraux, dont Franco Iacono, lobbyiste et ancien membre du bureau du ministre Alfonso Gagliano, alors organisateur en chef du Parti libéral du Canada au Québec. Les chèques ont été faits le lendemain du déclenchement des élections, le 23 octobre 2000.

« M. Brault m'a demandé de faire une contribution à une activité de financement par le biais de ma compagnie (Commando Communication Marketing) et de lui acheminer une facture », a indiqué M. Thiboutot à la commission Gomery. Au bureau de M. Brault, on lui a demandé d'inscrire « honoraires professionnels » sur sa facture. Il s'est plié à cette directive sur la première facture, et a écrit « remboursement d'avances » sur la deuxième.

« Que compreniez-vous de cette façon de faire? » lui avait demandé le procureur de la Commission. « Je comprenais qu'on ne voulait pas que la facture réfère au Parti libéral du Canada parce que c'était délicat », a-t-il répondu.

Il a expliqué que Gilles-André Gosselin, qui était en voie de vendre son entreprise, Gosselin Communications, à Jean Brault, refusait de se prêter à ces exercices « par principe ». Et lui, comment juge-t-il son propre comportement dans cette affaire? « Je n'ai rien à me reprocher », a-t-il dit à *La Presse* vendredi.

Jean Brault a témoigné en avril 2005. Il a déclaré que Groupaction avait en effet donné des milliers de dollars à la section québécoise du Parti libéral du Canada en échange de contrats de commandite. Après avoir plaidé coupable à cinq des six chefs d'inculpation, il a reçu une peine de deux ans et demi de prison. Le Parti libéral n'a pas été accusé, mais a fait un chèque de 1,14 million au gouvernement pour rembourser les contribuables, floués par le scandale des commandites.

FAE
FÉDÉRATION AUTONOME DE L'ENSEIGNEMENT

5 OCTOBRE JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS

Merci aux profs

La société vous doit tant

3586851A

BRAULT & MARTINEAU

On s'occupe de vous

10 grands magasins
braultetmartineau.com

Vente annuelle d'appareils électroniques

AUTORISÉE DES MANUFACTURIERS

SHARP HDMI HDTV AQUOS

Téléviseur à écran ACL de 52 po

Rapport de contraste dynamique de 10 000:1, résolution de 1920 x 1080, temps de réponse de 4 ms, 3 entrées HDMI

Livraison gratuite et garantie de 12 mois

74,96 $*/mois OU 1799 $

RABAIS DE 900 $
Rég. : 2699 $



SHARP

Téléviseur à écran ACL de 42 po

Résolution de 1920 x 1080p, temps de réponse de 6 ms, 3 entrées HDMI, 1 entrée pour PC, mode d'économie d'énergie favorable à l'environnement

Livraison gratuite et garantie de 12 mois

49,96 $*/mois OU 1199 $



SHARP HDMI

Téléviseur à écran ACL de 37 po

Rapport de contraste dynamique de 10 000:1, résolution de 1920 x 1080, temps de réponse de 6 ms, 2 entrées HDMI

Livraison gratuite et garantie de 12 mois

41,63 $*/mois OU 999 $

RABAIS DE 500 $
Rég. : 1499 $



TechniBoutique

Des spécialistes à votre service

Panasonic



LUMIX

Appareil photo numérique de 8,1 mégapixels

Zoom optique 18x, objectif grand angle 28 mm DC LEICA, mégastabilisateur optique de l'image, écran ACL haute résolution de 2,5 po
Aussi offert en noir, bleu ou rose

Garantie de 12 mois

7,04 $*/mois OU 169 $



SONY DOLBY DIGITAL

Caméscope hybride avec disque dur de 40 Go

RABAIS DE 200 $
Rég. : 999 $

Jusqu'à 15 heures d'enregistrement vidéo en mode pleine HD 1080i, objectif Carl Zeiss® Vario-Sonnar T, appareil photo de 4,0 mégapixels intégré, microphone à zoom intégré
Aussi offert avec disque dur de 60 Go
Voir prix en magasin

Garantie de 12 mois

33,29 $*/mois OU 799 $

DUOVAC

Aspirateur central Kompact de 23 L (5 gal)

Force d'aspiration de 453 watts-air, silencieux et extrêmement puissant, système complet incluant tous les accessoires et le silencieux, parfait pour les petits espaces de 1500 pi² ou moins

Livraison gratuite et garantie de 36 mois

16,63 $*/mois OU 399 $





RABAIS DE 300 $
Rég. : 899 $

SHARP AQUOS HDMI HDTV

Téléviseur à écran ACL de 32 po

Résolution de 1366 x 768, système vidéo ATSC/QAM/NTSC, rapport de contraste dynamique de 7500:1, temps de réponse de 6 ms, 2 entrées HDMI

Livraison gratuite et garantie de 12 mois

24,96 $*/mois OU 599 $



Ensemble cinéma maison

Récepteur audio/vidéo de 300 watts, lecteur de DVD multiformat (DVD, CD, MP3, DivX, JPEG), HDMI avec conversion ascendante à 1080p, 1 entrée USB

Livraison gratuite et garantie de 12 mois

RABAIS DE 100 $
Rég. : 399 $

12,46 $*/mois OU 299 $



Ensemble cinéma maison à 5,1 canaux

Lecteur de DVD à balayage progressif, prise USB, 5 haut-parleurs et 1 subwoofer totalisant 800 watts

Livraison gratuite et garantie de 12 mois

RABAIS DE 300 $
Rég. : 899 $

24,96 $*/mois OU 599 $

24 versements sans intérêt*

SUR LES APPAREILS ÉLECTRONIQUES JUSQU'EN OCTOBRE 2010

braultetmartineau.com Livraison gratuite** 7 jours sur 7

**Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin.

HEURES D'OUVERTURE : Lundi au vendredi 9 h à 21 h • Samedi 9 h à 17 h • Dimanche 10 h à 17 h

BROSSARD Tél. : 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél. : 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)
KIRKLAND Tél. : 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél. : 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél. : 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)
REPENTIGNY Tél. : 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
ROCK FOREST Tél. : 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-HUBERT Tél. : 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)
SAINT-LÉONARD Tél. : 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THÉRÈSE Tél. : 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)

Accord D Desjardins — Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau

Interac PAIEMENT DIRECT

Offre en vigueur du lundi 29 septembre au dimanche 5 octobre 2008. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Détails en magasin.

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 499 $ avant taxes pour les appareils électroniques et de 799 $ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers sauf items sélectionnés. Sur approbation du service de crédit Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum dû de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum dû est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5 % annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Exemple de frais :			
Si votre solde quotidien moyen en souffrance est de :	250 $	500 $	1000 $
Les frais d'intérêts pour une période de 30 jours seront de :	4,01 $	8,01 $	16,03 $

1534611A

CYBERPRESSE.CA

ÉLECTIONS
La campagne électorale vue par nos caricaturistes sur **cyberpresse.ca/drole**

VOYAGES
Planifiez des voyages-éclair de 48 heures sur **cyberpresse.ca/48heures**

MAISON
Trucs et tendances pour peindre comme un pro sur **montoit.ca/peinture**



NOS BLOGUES



PIERRE GINGRAS

Champignons en vue
Le temps humide des derniers jours a fait apparaître de nombreux champignons sur nos pelouses. C'est le cas notamment du coprin chevelu.
Lisez la suite sur cyberpresse.ca/gingras

Marche contre la violence à Montréal-Nord

DAPHNÉ CAMERON

Près de 300 personnes ont déambulé dans les rues de Montréal-Nord hier après-midi afin de lancer un message de non-violence à la jeunesse québécoise. Armés de pancartes aux propos pacifistes, les manifestants ont scandé des slogans et dansé sur des rythmes hip-hop dans une ambiance calme et festive.

« Je suis ici pour dire haut et fort que la violence gratuite est inacceptable, a lancé Ludnie Désiré, 24 ans. Ce n'est pas normal qu'un échange de coups de feu ou de coups de couteaux soit devenu aussi banal. Cette mentalité du Far West doit cesser », a-t-elle ajouté alors que les haut-parleurs fixés à l'arrière du camion qui ouvrait la marche crachaient une version rap de la chanson *Quand les hommes vivront d'amour*.

Régine Prédestin a bravé le froid pour rendre hommage au jeune Fredy Villanueva, abattu en août dernier par un policier. Elle a également voulu souligner la mort de son cousin, atteint d'une balle perdue lors d'une fête le 25 juin dernier à Varennes.

« Je marche pour dénoncer la loi du silence qui existe dans certaines communautés lorsqu'il y a des actes de violence, affirme la jeune femme de 26 ans. Les citoyens dans les quartiers défavorisés qui sont témoins de choses graves ont souvent peur de témoigner, ce qui malheureusement empêche les enquêtes d'avancer. »

Le maire Gérald Tremblay a fait un appel au calme après la fusillade survenue hier à Saint-Michel.

Le maire appelle au calme

Au moment où les manifestants commençaient leur marche pour la paix hier à Montréal-Nord, un jeune homme de 18 ans, recherché pour tentative de meurtre, se faisait tirer par un policier dans le quartier Saint-Michel.

Craignant des débordements comme il y en a eu dans la foulée de la mort de Fredy Villanueva, le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a immédiatement lancé un appel au calme aux Montréalais. « Comme toujours en pareilles circonstances, une enquête indépendante s'enclenche. Elle nous permettra de faire toute la lumière sur la séquence des événements. » La mairesse de l'arrondissement, Anie Samson, a convoqué une réunion d'urgence avec les organismes communautaires en fin d'après-midi.

« Cela prouve à quel point notre démarche est importante », soutient le président de la Coalition montréalaise de la non-violence et organisateur de la manifestation d'hier, Géthro Auguste.



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Des participants à la marche d'hier contre la violence ont laissé s'envoler des colombes.

« Les jeunes doivent comprendre que la violence engendre la violence, explique M. Auguste, qui a profité de l'occasion pour lancer lui aussi un appel au calme. S'ils veulent être pris au sérieux, ils doivent emprunter des voies plus pacifiques. »

Les organisateurs de la manifestation ne craignent pas que la fusillade d'hier engendre d'autres émeutes.

« Les circonstances sont différentes, souligne un intervenant communautaire de Montréal-Nord, Victor Henriquez. Les gens ont considéré la mort de Fredy comme une injustice parce qu'il n'avait pas de dossier criminel et parce qu'aucune accusation n'avait été portée contre lui. C'est cela qui les a poussés à réagir. Dans cette affaire, je crois que les citoyens vont faire la part des choses et emprunter la voie de la non-violence. »

La marche pour la non-violence de Montréal-Nord est organisée chaque année depuis quatre ans dans le cadre de la Semaine de la non-violence.



Je m'appelle Jérémie et j'ai seulement quelques mois de vie. Je recherche une famille d'accueil habitant l'Île de Montréal qui pourrait m'accueillir pour une période de temps indéterminée.

En ce moment, mes parents sont incapables de prendre soin de moi. Je recherche une famille qui pourra m'ouvrir son cœur et m'offrir de la sécurité, du temps et de l'affection.

Êtes-vous cette famille ?

UN TOIT POUR MOI

JÉRÉMIE, QUELQUES MOIS

Devenez famille d'accueil dans une de ces régions
Montréal : 514 385-2318
Laval : 450 975-4024
Montérégie : 1 866 420-1584

Photo fictive

3589244A

EN BREF

Cas potentiels de *E. coli* en Ontario
L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) enquête actuellement sur une éclosion de bactérie *E. coli* aux États-Unis et sur deux cas potentiels en Ontario, pour savoir s'ils ont été causés par la consommation de laitue iceberg coupée et déchiquetée. La laitue en question a été distribuée en Ontario et aux États-Unis par l'entreprise Aunt Mid's Produce Co. de Detroit, au Michigan. Un porte-parole de l'ACIA interrogé hier par *La Presse* a refusé d'indiquer si le produit avait été distribué au Québec. « Nous travaillons présentement à déterminer où est allée la laitue et s'il y a bel et bien un danger », s'est contenté de dire Marc Richard, porte-parole à l'ACIA.
— Daphné Cameron

Frappé au visage, il chute dans l'escalier
La police enquête sur une affaire de voies de fait graves commises dans la nuit de vendredi à hier au centre-ville de Montréal. L'incident s'est déroulé à l'extérieur d'un logement de la rue Lamontagne. Un homme de 20 ans s'est interposé auprès d'un individu dans la vingtaine qui aurait fait des attouchements inappropriés à une de ses amies. Frappé au visage, l'homme, qui était sous l'effet de l'alcool, a perdu l'équilibre et fait une chute de six mètres dans l'escalier. Il s'est sérieusement blessé à la tête. On ne craint toutefois pas pour sa vie. Le suspect a pris la fuite. La police est toujours à sa recherche.
— La Presse Canadienne

Cas de salmonelle au Québec
Le mystère plane sur les causes d'une éclosion de maladies gastro-intestinales en Amérique du Nord qui serait liée à la bactérie de la salmonelle. Pour l'instant, 21 cas ont été détectés, dont sept au Québec. L'Agence de la santé publique du Canada et les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis enquêtent présentement pour établir la provenance de la bactérie. En attendant, l'Agence de la santé publique suggère aux citoyens de se laver les mains avant d'apprêter de la nourriture et après, de rincer les aliments et d'utiliser de l'eau chaude savonneuse pour nettoyer les ustensiles de cuisine.
— Daphné Cameron

Un jeune meurt sur la route en Estrie
Un jeune automobiliste a perdu la vie dans un accident survenu dans la nuit de vendredi à hier à Bury, en Estrie. Vers 1 h, le jeune homme a perdu la maîtrise de son véhicule, qui a pris le fossé et capoté. Deux autres occupants du véhicule ont été blessés. L'alcool et la vitesse pourraient avoir joué un rôle dans cette tragédie.
—La Presse Canadienne

Collision mortelle en Montérégie
Un motocycliste de 37 ans est mort hier après midi après être entré en collision avec une voiture sur la route 227 à Sainte-Angèle-de-Monnoir, près du mont Saint-Grégoire. La route est restée fermée à la circulation entre 18 h 30 et 21 h pour permettre aux policiers de la Sûreté du Québec d'enquêter sur les circonstances de la collision. Pour l'instant, tout porte à croire que le conducteur de la voiture et le motocycliste n'étaient pas sous l'influence de l'alcool ou de la drogue. Des motifs criminels sont également écartés pour l'instant.
— Daphné Cameron



3589851A

Arrestation dans le quartier Saint-Michel

Un jeune de 18 ans blessé par balle

Nashwan Abdullah était recherché pour tentative de meurtre

VIOLAINE BALLIVY

Au moment même où avait lieu un rassemblement pour la paix à Montréal, des policiers ont fait feu, hier, sur un jeune homme de 18 ans. Une histoire qui n'est pas sans rappeler celle de Fredy Villanueva, qui a embrasé Montréal-Nord il y a deux mois. Cette fois aussi, la famille remet en question l'action des policiers.

Nashwan Abdullah a été atteint d'une balle à l'abdomen vers 12h30, hier, à l'angle de la rue Everett et de la 23e Avenue, dans le quartier Saint-Michel. Le jeune homme était recherché pour tentative de meurtre, et des policiers, pensant l'avoir identifié, ont tenté de l'interpeller. Le jeune homme, armé d'un couteau, a fui à pied. Les policiers l'ont pris en chasse, puis ont tenté de l'immobiliser en utilisant du gaz poivre. En vain. C'est à ce moment que la victime aurait brandi un couteau. Les policiers ont répliqué en dégainant leur arme. « Les agents se sont sentis menacés », a expliqué la porte-parole du Service de police de la ville de Montréal, Lynne Labelle. Plusieurs témoins ont confirmé avoir entendu un seul coup de feu. Les policiers n'étaient pas munis d'un pistolet électrique.

« Les policiers ont encore été trop rapides à faire feu. Ils étaient une douzaine à pourchasser mon frère. Je ne peux pas croire qu'ils n'auraient pas été capables de l'arrêter sans utiliser leur arme. »

Le jeune homme a été blessé sérieusement, mais sa vie n'est pas en danger. Un agent qui s'est accidentellement aspergé de gaz poivre a été hospitalisé, et trois de ses collègues souffrent d'un choc nerveux.

Une famille en colère

C'est avec des mots très crus et une colère vive que la mère de Nashwan, Narween Kakavahs, a réagi hier. « Salauds de policiers ! » a-t-elle lancé au visage d'un agent, les yeux brouillés par les larmes.

« Ils n'ont pas le droit de toucher à un enfant comme ça. Ce n'est qu'un enfant », a-t-elle ensuite martelé aux journalistes.

Sabrina Abdullah, la sœur aînée de Nashwan, ne croit pas les policiers lorsqu'ils affirment que son frère était armé. « Il ne possédait même pas de couteau et s'il en avait eu un, les policiers nous l'auraient montré. »

Sabrina Abdullah n'a pas hésité à tracer un lien entre ce qui s'est passé hier et la mort de Fredy Villanueva, bien que ce dernier, contrairement à son frère, n'était pas recherché par les autorités.

« Les policiers ont encore été trop rapides à faire feu. Ils étaient une douzaine à pourchasser mon frère. Je ne peux pas croire qu'ils n'auraient pas été capables de l'arrêter sans utiliser leur arme. »

La rumeur de l'intervention s'est répandue comme une traînée de poudre, et les voisins sont rapidement venus encercler le large périmètre de sécurité. Dans leurs conversations aussi, le nom de Fredy Villanueva a été évoqué plus d'une fois.

Comme à Montréal-Nord, les résidants du secteur craignent que cette intervention entraîne une émeute dans leur quartier, qu'ils décrivent pourtant comme très paisible. « C'est sûr que ça va sauter ! Les gens vont seulement retenir que les policiers ont fait feu sur un jeune. Ils sont tannés de ça. Ils vont se révolter », a lancé Pascal Simeoni.

« Il n'y a aucune raison pour qu'un policier fasse feu sur un jeune homme, c'est faire usage d'une force démesurée », a aussi dénoncé Khalid Daher. « La population ne reprendra jamais confiance envers les autorités », a renchéri sa femme, Khadija Daher.

Une bande d'adolescents a d'ailleurs applaudi Mme Kakavahs quand elle a injurié les policiers sous leurs yeux. Mais d'autres voisins ont plutôt pris le parti des policiers, allant jusqu'à participer à l'arrestation du jeune homme.

La Sûreté du Québec a été chargée de faire enquête sur cette intervention.



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Toutes deux ébranlées, c'est avec des mots très crus et une colère vive que la sœur de Nashwan Abdullah, Sabrina (à gauche) et sa mère, Narween Kakavahs, ont réagi.

TOUS LES SCÉNARIOS...
CINÉMA
Tous les samedis dans LA PRESSE

REPORTAGE PUBLICITAIRE

Les GRANDS CONSTRUCTEURS

Cahier spécial

Pour faire un choix éclairé dans l'aquisition d'une propriété

À lire le mercredi 8 octobre dans La Presse

3588185

Centre universitaire de santé McGill
McGill University Health Centre

COMBATTONS L'OSTÉOPOROSE

L'ostéoporose peut progresser de façon insidieuse et sans douleur jusqu'à ce que vous subissiez une fracture. Une fracture de la hanche ou de la colonne pourraient avoir des conséquences désastreuses. Si vous êtes retenu, vous profiterez d'une analyse approfondie pour évaluer votre état de santé et tout le traitement est gratuit. Votre implication est essentielle. Le nombre de place est limité.

Investigateur: Dr. Richard Kremer

Profil des sujets

HOMMES AGÉS DE 65 ANS ET PLUS

Durée de l'étude: 24 mois

Pour obtenir plus de renseignements
Prière de contacter la coordonnatrice
Nancy Renouf au (514) 934-1934, poste 35718

3589048



BMW
323i

bmwmontreal.ca

Le plaisir de conduire.MD

323i 2009

OFFRE À L'ACHAT

34 900$

3,9% Taux de financement jusqu'à 60 mois

OFFRE À LA LOCATION

475$† / mois pendant 36 mois

5,9% Taux de location

Prix 2009 révisés.

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval
BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwlaval.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud
BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville
Hamel BMW
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamel.bmw.ca

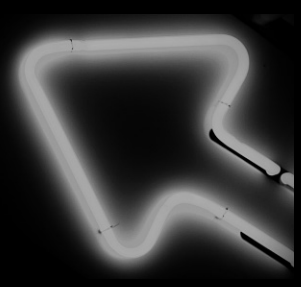
†Le taux de location est celui offert par Services financiers BMW sur approbation du crédit uniquement quant au modèle ci-après cité en stock. BMW 323i 2009; le PDSF pour le modèle de base est de 34 900$. Pour une location de 36 mois avec un taux d'intérêt annuel de 5,9%, comportant une mensualité de 475$, un montant de 5 731$ est exigé à la signature du contrat de location*. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 19 933$. La mensualité variera selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km; 0,15$ du kilomètre excédentaire. *Le montant exigé à la signature du contrat de location inclut le comptant initial, un dépôt de sécurité, la première mensualité, les frais de transport et de préparation, les frais d'administration du concessionnaire ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière. Le concessionnaire peut louer (ou vendre) à prix moindre. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Le taux de financement à l'achat et l'offre à la location sont mutuellement exclusifs et ne peuvent être combinés. Offre d'une durée limitée, sujette à la disponibilité, peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 30 octobre 2008. Photo Série 3 à titre indicatif seulement. Les modèles BMW 2009 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. © 2008 BMW Canada inc. « BMW » le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

3583107A

SÉRIE PROSTITUTION LES CLIENTS

Maillon important dans la chaîne de la prostitution, le client est celui sur qui plane une forme de secret. Qui sont ces hommes qui partent, tard la nuit, à la recherche de filles ou qui se rencontrent dans un bar pour partager le fruit de leurs expériences? Car alors que certains se passionnent pour le golf ou la pêche, d'autres ont comme passe-temps d'évaluer les prostituées.





Passionnés de prostitution



TRISTAN PÉLOQUIN

Quelques minutes avant le rendez-vous, Corleone envoie un courriel: sur deux pages, une quarantaine de noms féminins «exotiques» s'alignent. Les mensurations, l'âge et le nom de l'agence de chaque fille avec qui il a fait affaire cette année figurent à côté de détails plus crus sur les «services» et les «extras» offerts.

En annexe figure le budget du quadragénaire montréalais. En un peu plus de six mois, Corleone a dépensé 10 940$ avec des escortes et dans les salons de massage érotique. «J'ai un budget de 20 000$ pour l'année, explique l'homme au crâne rasé, assis à la table d'un café du Palais des congrès. C'est beaucoup, mais je n'ai pas d'enfants et je me prive de voyages pour me payer ça. C'est ma passion, j'y dépense un maximum d'argent.»

Élégamment vêtu, mais pas trop, Corleone, qui préfère taire son vrai nom, dit faire affaire avec pas moins de neuf agences d'escortes montréalaises, qui facturent autour de 180$ l'heure.

Corleone s'exprime d'un ton très calme, dans un français impeccable. C'est le type d'homme qui passerait inaperçu dans une foule. Mais sur merb.ca, un forum de discussion où les membres rédigent des critiques détaillées du travail des prostituées, Corleone – c'est son vrai nom de clavier – est une petite star. Ses revues critiques sont nombreuses et très consultées. Tout y est minutieusement détaillé, du style vestimentaire des prostituées au temps qu'elles mettent pour se doucher avant l'acte, en passant par la cellulite qu'elles ont ou non.

«Quand j'essaie une nouvelle fille, je me dépêche de noter mes impressions, explique-t-il. Pour une heure passée avec une escorte, je peux ensuite passer deux heures à écrire et peaufiner mon compte rendu. J'adore faire ça. Certains gars dépensent des milliers de dollars sur un bateau. Moi, c'est les femmes que j'aime, et j'aime partager mes expériences avec les autres.»

Ils sont plusieurs centaines par jour à consulter le site, qui vit de publicités d'agences d'escortes. En tout temps, une cinquantaine de membres y sont connectés, en plus d'une demi-douzaine de représentants d'agences, de quelques prostituées indépendantes et de plusieurs curieux qui préfèrent ne pas s'abonner. Difficile cependant de dire avec précision combien de membres compte merb.ca, créé il y a quatre ans. Certains avancent le nombre de 20 000, qui peut paraître énorme mais qui reste bien modeste par rapport aux 500 000 à un million de membres que compte TheEroticReview.com, son pendant américain.

Les membres de merb.ca, qui se qualifient eux-mêmes de «hobbyistes», passent de longues heures à lire les «revues». «Ça devient vite prenant. Tu peux passer tes soirées sur le site», explique Gaston, client de salons de massage érotique de Québec, qui dit être tombé sur le site un peu par hasard en cherchant des salons sur Google. «Aussitôt qu'une nouvelle critique apparaît, tu dois la lire. C'est comme une drogue et tu finis par tomber dans une espèce de cercle vicieux: plus tu en lis, plus tu trouves de nouveaux "prospects", plus tu as envie d'y retourner.»

Ces revues font partie intégrante de la routine des «hobbyistes». C'est souvent leur point de départ lorsqu'ils veulent essayer les services d'une prostituée qu'ils ne connaissent pas. «La préparation du rendez-vous, c'est pour moi un des moments les plus excitants», explique Vince, Montréalais de 32 ans qui travaille dans le milieu de la musique. «Juste avant d'appeler une agence, je passe beaucoup de temps à fantasmer sur les filles disponibles. J'essaie d'en trouver une qui correspond à mes envies du moment. Puis je consulte toujours le forum, parce qu'il y a plusieurs agences qu'on appelle des *Bait and Switch*, dont les sites web montrent des photos de filles extrêmement belles. Quand elles cognent à la porte, ce n'est absolument pas le cas. Grâce à Merb et aux membres, on sait quelles agences ont bonne réputation et lesquelles sont à éviter.»

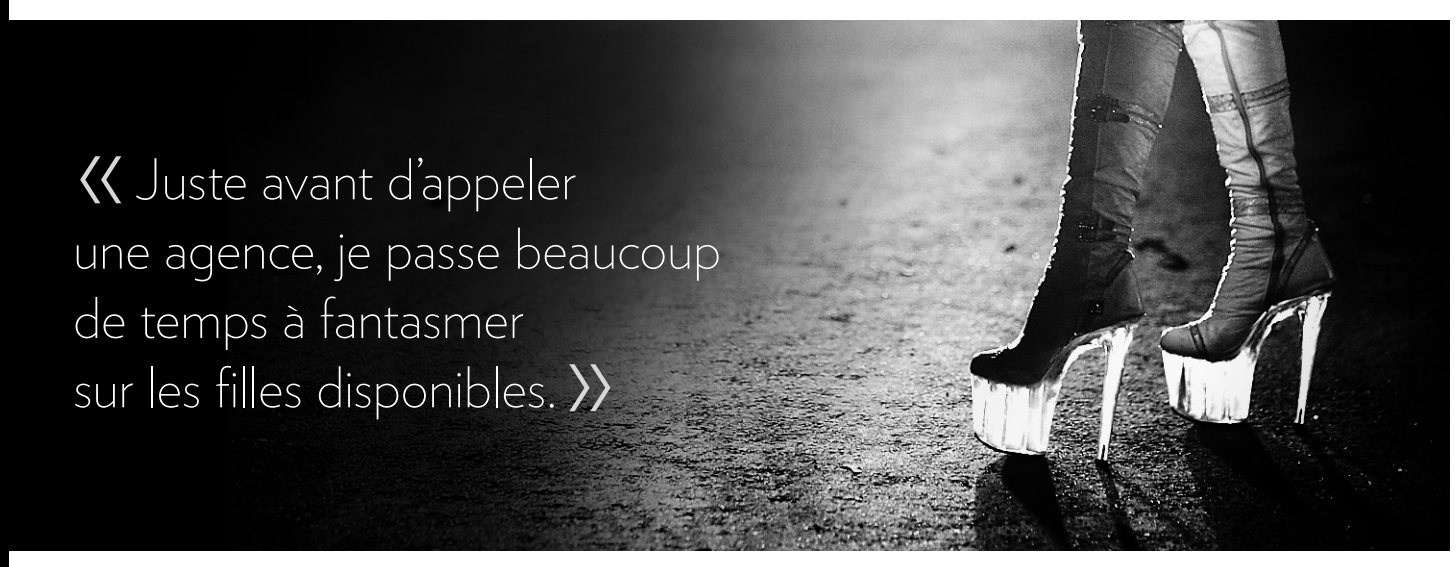
Les filles sont les bienvenues, mais...

Selon les règles du forum, les prostituées aussi ont le droit d'intervenir sur le site. Mais contrairement aux clients, elles doivent payer leur abonnement de *supporting member* pour obtenir le droit de parole. Le coût: 55$ par mois ou 139$ pour trois mois.

Et à ce prix-là, pas question pour elles de réagir dans la section «critiques et revues» du site, qui n'est réservée qu'aux clients.

Sandy, une prostituée indépendante jadis très active sur le forum, a d'ailleurs goûté à la médecine du groupe après s'être opposée à un membre. «Il y a vraiment une gang de gars qui se mettent à plusieurs pour dénigrer les filles sur le forum. Le moindrement qu'une fille n'a pas 22 ans et n'est pas roulée comme un mannequin, ils la démolissent. Moi, j'ai le malheur d'être un peu trop ronde au goût de certains, alors ils m'ont tendu un piège», raconte-t-elle. Après quelques engueulades publiques, les administrateurs du site ont suspendu son abonnement. «Ils m'ont même menacée de me poursuivre en diffamation pour une chicane de virgule», explique-t-elle.

Gaston, un des membres qui a pris sa défense, affirme que les choses dérapent ainsi assez rarement. «Mais il reste que le site est un repaire de machos. Certains respectent profondément les filles, mais d'autres les méprisent. Ça dépend beaucoup de ce qu'ils cherchent comme rencontre et leur attitude sur le forum doit ressembler beaucoup à celle qu'ils ont quand ils sont avec les filles face à face», dit-il.



LA TROUSSE DU PARFAIT «HOBBYISTE»

Mon lubrifiant, ma brosse à dents!

Quand Corleone se paie les services d'une prostituée, il apporte toujours avec lui son «baise-en-ville», la trousse du parfait «hobbyiste» qu'il a peaufinée au fil des ans. Voici ce qu'elle contient:

- Une paire de bas de nylon
- Une minijupe
- Du Viagra, acheté en Inde
- Du lubrifiant et des condoms («juste au cas où»)
- Une bouteille de désinfectant à mains Purell
- Un rasoir
- Une brosse à dents
- Une bouteille de rince-bouche
- Des minibouteilles de vin blanc et de vin rouge
- De l'huile à massage
- Un DVD de Dire Straits («Je le démarre à 28 minutes. Quand une des pièces se termine, je sais qu'il me reste exactement 10 minutes pour conclure.»)
- Un carnet et un stylo

— Tristan Péloquin



SÉRIE PROSTITUTION LES CLIENTS







PHOTOS ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE / GRAPHISME CATHERINE BERNARD, LA PRESSE

Une soirée entre « hobbyistes »

TRISTAN PÉLOQUIN

Quelques fois par année, certains membres de merb.ca organisent des rencontres où clients, prostituées et responsables d'agences fraternisent autour d'un verre. *La Presse* a assisté incognito à l'une de ces soirées dans une salle de billard de la rue Sainte-Catherine.

Une trentaine d'hommes, âgés pour la plupart de 40 à 50 ans, y discutaient, bière à la main. Quelques escortes vêtues de courtes robes sont venues les saluer et, dans certains cas, les embrasser sur la bouche, mais elles sont vite reparties, voyant qu'elles ne trouveraient pas de boulot à cet endroit.

Un dénommé Porter, un moustachu bedonnant qui a organisé la soirée, était assis à une table avec deux filles un peu plus âgées. De temps à autre, il allait voir les participants pour leur demander leur nom de clavier. Suivaient alors des discussions au sujet de tout et de rien, allant de débats entamés sur le forum de discussion de merb.ca en passant par la météo et le hockey.

Près du bar, deux femmes d'une trentaine d'années distribuaient des coupons-rabais pour un salon de massage érotique qu'elles viennent d'ouvrir sur la Rive-Sud. Un petit homme vêtu de noir et coiffé d'un chapeau de cow-boy, leur « associé », les accompagnait partout. « Viens, tu vas avoir un bon service. C'est 10$ pour le premier massage », a lancé Stacy à un homme cravaté qui se tenait au bar. Sans la moindre gêne, celui-ci a demandé des détails sur la gamme de services offerts en extra par le salon. La discussion a ensuite bifurqué sur les vertus des pubis féminins entièrement rasés.

Jim, un habitué des agences, espérait pour sa part rencontrer Chris, le patron d'une des grandes agences montréalaises avec qui il fait souvent affaire au téléphone. Mais le Chris en question n'y était pas, probablement trop occupé en ce vendredi soir de juillet pour délaisser le téléphone ne serait-ce qu'une minute.

« Avec elle, c'était vraiment spécial »

TRISTAN PÉLOQUIN

« Je sais bien que c'est du pipeau, que les filles font toutes semblant d'aimer ça. Mais moi, tout ce que je demande, c'est de croire qu'il se passe quelque chose entre elles et moi. Je paye assez cher. En échange, je veux avoir l'impression que la fille que je baise, c'est ma blonde que je n'ai pas vue depuis deux mois. »

Célibataire, assez à l'aise financièrement mais « incapable de cruiser une fille dans un bar », Mathieu n'est pas le genre à courir les rues pour trouver des prostituées. L'homme de 36 ans préfère de loin les escortes qui se viennent à domicile – le *outcall* – et plus particulièrement celles qui se targuent d'offrir un service de type *girl friend experience* (GFE, dans le jargon).

Inexistant il y a quelques années, ce type de service est maintenant le plus demandé dans les agences.

« Quand la fille franchit le seuil de la porte, il faut que tu la traites comme si elle était ta blonde. Je prends une douche avant son arrivée, je me parfume et je m'assure que mon appartement est propre. Dès qu'elle entre, je lui offre un verre et j'essaie de la mettre dans une situation confortable », explique Mathieu, qui se paie ce « luxe » une dizaine de fois par année, parfois plus.

Les baisers avec la langue et les fellations non protégées font généralement partie du service GFE. « Ça se passe vraiment comme une *date*, dit Vince. Il y a une dimension humaine à ces rencontres-là. Tu ne sais pas, mais tu espères que ça va cliquer. Et si ça clique, le sexe est généralement vraiment bon. »

Vince et Mathieu croient même arriver à faire jouir certaines escortes à l'occasion. Une escorte avec qui Mathieu a récemment fait affaire a d'ailleurs refusé d'être payée, assure-t-il. « Ça m'a beaucoup troublé. Avec elle, c'était vraiment spécial. Je vais la rappeler, c'est sûr. »

L'habitué



MICHÈLE OUIMET

Pierre couche avec des prostituées depuis 20 ans. Il suit toujours le même rituel: il parcourt les rues du centre-ville en auto, regarde les filles, fait demi-tour, roule lentement, soupèse, choisit. C'est la chasse qui l'allume.

« Quand j'ai fait mon choix, j'arrête, raconte Pierre. La fille vient vers moi, se penche à la portière et me regarde. On ne dit pas un mot. Puis elle monte dans l'auto.

– Veux-tu aller dans une chambre d'hôtel? demande la prostituée.

– Non, répond Pierre, on reste dans l'auto. C'est pour un *blowjob*. Tu demandes combien? »

Tout se passe rapidement. Dix minutes, parfois 15.

Après la fellation, Pierre sent un immense vide. Il est toujours déçu, jamais comblé. Sa sexualité est sans fond. Il se sent coupable, honteux d'avoir cédé à ses démons.

« L'éternité, dit Pierre, c'est entre le moment où tu as joui et celui où la fille descend de ton auto. Quand elle part, je la regarde et je me dis: "Je ne veux plus, c'est trop moche." »

> « J'en ai usé des pneus à me promener en ville. J'aime mieux la chasse que l'acte. »

Pierre est *sexaholic*. Sa sexualité est débridée. Il a besoin de sexe. Tout le temps. Comme un alcoolique. Quand il était jeune, il apaisait ses pulsions sexuelles en se masturbant et en feuilletant des revues. Puis il a découvert les prostituées. La première fois, c'était à Amsterdam en 1973.

L'exutoire parfait.

« J'en ai usé, des pneus, à me promener en ville, dit-il. J'aime mieux la chasse que l'acte. »

En dehors de ses virées nocturnes, Pierre est un homme ordinaire, respectable. Père de deux grands enfants, il est marié depuis 25 ans.

////////////////////////

Son père et son grand-père étaient alcooliques. Pierre l'est aussi. Son père était riche, il a bâti sa fortune dans les années 50. Quand Pierre avait 12 ans, son père a fait faillite. La famille a déménagé et a renoncé aux voyages et au chalet. Sa mère a trouvé un boulot: vendeuse chez Eaton.

Pierre ajuste sa cravate. Il a 55 ans. Complet impeccable, chemise blanche immaculée, cheveux gris, il respire l'aisance. Il a une belle carrière. La télévision l'invite parfois pour commenter l'actualité.

Il a de l'argent, beaucoup d'argent, plus d'un million, souligne-t-il. De quoi se payer une grande maison. Et des prostituées.

Pourtant, les courtisanes de luxe ne le branchent pas. Il préfère les filles qui font le trottoir au centre-ville, des putes qui demandent 20$ ou 40$ pour une fellation.

Pendant 20 ans, Pierre en a vu de toutes les couleurs: des filles fines, des bêtes, des pressées, des angoissées obsédées par leur dose. Elles sont parfois tellement gelées que Pierre leur demande de partir. Toutes ont peur de la police.

Le souvenir le plus moche? « Une fille me faisait une fellation quand son téléphone a sonné. Elle s'est mise à parler en continuant de me masturber. Je lui ai dit: "Va-t'en! Débarque!" »

Il a peur d'attraper des maladies, peur d'être arrêté, de vivre dans la honte et de voir son nom dans les journaux. Mais ses démons sont plus forts que lui, plus forts que sa peur.

Il ne donne jamais son vrai nom. « J'explique aux filles que je m'appelle Jacques et que je suis agent d'immeubles. Elles me disent parfois que j'ai un beau char pour un agent d'immeubles. »

Il ne méprise pas les prostituées. Au contraire. « Quand tu as les culottes baissées dans une ruelle, t'es mal placé pour les juger. Beaucoup d'hommes sont aussi démunis qu'elles, démunis dans leur dépendance. »

Mais il reste froid. « Je ne suis pas là pour soigner le monde, je ne suis pas un travailleur social. La fille est dans la rue, c'est tout. C'est le sexe qui m'intéresse, pas les filles. C'est une obsession. »

Pendant 12 ans, Pierre a renoncé aux prostituées même si sa libido le torturait. Il a intégré un groupe de *Sexaholics* anonymes. Mais il y a quelques années, il a craqué. « La rechute a été douloureuse », précise-t-il.

Il a recommencé à arpenter les rues du centre-ville en auto. Il est reparti à la chasse. « Je croyais que je pouvais maîtriser mes pulsions, dit-il, mais c'est comme l'alcool. C'est tout ou rien, pas de demi-mesure. »

Depuis quelques mois, Pierre est de nouveau « abstinent ». Fini les prostituées. « J'ai arrêté parce que j'étais trop malheureux. Je ne veux pas recommencer, ça m'éloigne de ma femme. Je mens et je triche. Je déteste ça. Dans la vie, je suis un homme droit. »

Il soupire. « La sexualité m'a rendu plus malheureux qu'heureux. »

Tiendra-t-il le coup? Il l'ignore. Il n'ose jurer de rien. Ses démons ne sont jamais loin.

SÉRIE PROSTITUTION LES SOUTENEURS













Les gangs de rue, nouveaux proxénètes

Oubliez le cliché du proxénète en veston à rayures qui arpente les rues chaudes de la ville, scrutant les filles qui travaillent pour lui. Les membres de gangs de rue occupent aujourd'hui une place importante dans ce commerce... Comme Max, 18 ans, recruteur pour les Bleus. Pour lui, « une fille en fugue, c'est le *jackpot* ». Il a fait ses débuts à l'âge de 15 ans. Lieux de travail : écoles secondaires, centres jeunesse, métro, fêtes privées et sites internet.



CAROLINE TOUZIN

Pour une poignée de dollars, Max a déjà fait des vols et cassé des gueules. À 15 ans, il ne rejetait aucun moyen de gagner de l'argent rapidement. Ce membre d'un gang de rue aimait le « bling-bling ». Et il en voulait toujours plus.

Un jour, un proxénète de son gang lui a proposé un nouvel emploi : recruteur de mineures. « Il y a plein de belles filles dans ton école. Elles pourraient être danseuses. »

Max fréquentait une école publique dans un quartier pauvre de Montréal. La présence des gangs de rue affiliés aux Bleus y était forte. Max a lui-même été enrôlé à l'âge de 12 ans. Des membres plus âgés lui ont appris le mode d'emploi.

Entre un cours de français et un cours de math, il devait trouver de futures danseuses et prostituées pour un proxénète. Le plus de filles possible. Dans la cour d'école, l'adolescent détectait les filles « naïves ». Idéalement, des filles aux prises avec des problèmes à la maison et à l'école. Il prenait le temps de les connaître. Avec sa voix douce et ses grands yeux bruns, il laissait son charme opérer.

Après quelques semaines, Max demande à la fille convoitée de quelle manière elle serait prête à faire de l'argent. Quand elle répond « infirmière » ou « enseignante », il insiste. « Serais-tu prête à faire de l'argent d'une autre manière ? »

Max a ainsi abordé une dizaine de filles. Cinq ont répondu : « Je ne sais pas. » Pour lui, il s'agissait d'un oui. « Faut prendre le temps de bien leur expliquer, sinon tu manges une claque », raconte le jeune gangster. Il a répété ce que ses mentors lui avaient enseigné : « Tu vas être logée, nourrie. Pas besoin d'avoir peur. On va venir te chercher chez toi si tu veux, et on va te ramener après le travail. » Une danseuse peut gagner entre 300 $ et 400 $ chaque jour, a-t-il fait valoir. Aucun problème pour fabriquer des fausses cartes et trouver des bars pour danser.

« J'ai une fille ! » a-t-il annoncé au souteneur à cinq reprises. « Yo. Tu es fort, tu es fort », lui répondait son « employeur ». Trois ans plus tard, Max est toujours aussi fier. « Je savais que je venais de réussir quelque chose de gros. J'avais toujours hâte d'arriver avec la fille », raconte-t-il.

Pièges à filles

Les mots « pimp » ou « proxénète » ne sont jamais prononcés devant la fille. Il lui présente un « patnè » (partenaire en créole), un « super bon gars » pour gérer son argent et lui trouver un appartement. Ce gars touchera 40 % des revenus, promet-il. Mais il s'agit plutôt de 60 %.

Max aussi touchait sa part. Il recevait 50 $ ou 100 $ sur-le-champ. Dans les jours suivants, le souteneur, fier de son entremetteur, venait le chercher à l'école. « Pas besoin de prendre l'autobus, c'était *cool*. » Max a obtenu de 500 $ à 600 $ par fille recrutée chaque semaine, et ce, jusqu'à ce qu'elle change de proxénète ou cesse de danser. C'est plus qu'il n'en a jamais gagné avec des vols. « Ce sont des affaires qui ne durent jamais longtemps », précise-t-il toutefois.

Pour cinq filles, il a touché de l'argent pendant cinq mois. Il ne savait plus quoi en faire. « Je ne pouvais pas rentrer avec des palettes dans mes poches, alors j'en donnais à des amis. »

Certaines filles ont abandonné l'école pour devenir escortes. Max a plus ou moins de remords. « Je sais que j'ai gâché leur vie en faisant cela. Mais je pense que si un autre gars les avait abordées comme moi ou mieux que moi, elles auraient fait la même chose. » Pas question pour lui de les aider à sortir de ce milieu. « Je ne veux pas avoir d'arme pointée sur ma tête. »

« Les gars les droguent quand elles ont le dos tourné. Les filles ne se souviennent plus de rien. Et si elles se souviennent, les gars les menacent de leur casser les jambes. »



Max a plus de respect pour les proxénètes que pour les filles. Dès qu'ils ont deux ou trois danseuses, ils quittent le « ghetto », raconte-t-il. Pour éviter que d'autres gars leur piquent leurs filles. « Certains sont rendus à 10 filles. Ils sont en haut de l'échelle. Ils n'ont pas besoin de travailler et l'argent rentre. »

Le gangster a toujours aimé les fêtes privées organisées par les « vétérans » (membres de gangs plus âgés). Le genre de fête où il y a des filles, de la drogue et de l'alcool à profusion. « Les gars de gangs ne vont pas dans les fêtes pour voir leurs amis. Ils y vont pour les filles. Ils savent qu'il va se passer quelque chose. »

Pour Max, les filles dans ces fêtes sont des « putes ». Et si elles refusent d'avoir des relations sexuelles, les gars mettent de la drogue dans leur verre. « Les gars les droguent quand elles ont le dos tourné. Les filles ne se souviennent plus de rien. Et si elles se souviennent, les gars les menacent de leur casser les jambes. »

Ces fêtes sont des lieux de prédilection pour le recrutement. « Il y a toujours de nouvelles filles, les gars en profitent. » Max n'amènerait jamais sa blonde à l'une de ces fêtes. « Je la respecte trop pour ça. »

Le gros lot

Les gars recrutent aussi aux abords des centres jeunesse, dans le métro et sur l'internet. « Les filles en centre jeunesse vont avoir de la difficulté à se faire une vie en sortant de là. Les gars le savent. Ils vont jouer dans leur tête. » Et si la fille est en fugue, c'est le gros lot, raconte Max. Les sites de clavardage, comme Pouchons.com, sont aussi populaires. « Les gars ciblent les filles qui prennent des surnoms cochons comme Grosderrière ou Bigcochonne. »

Max a pensé à transformer son emploi à temps partiel en profession à temps plein. « Les filles, c'est moins pire que la drogue. Ce n'est pas de l'argent sale. Tu risques moins de te faire pogner par un agent double. » Mais il n'a « pas gravi assez d'échelons » avant de se faire arrêter. À 16 ans, il s'est fait coincer pour menaces de mort et agression armée.

Aujourd'hui, à 18 ans, il dit être « en périphérie de l'action ». La naissance de sa fille y est pour quelque chose. Et si un gars comme lui approchait sa fille à l'école secondaire pour lui vanter les avantages de danser dans un bar ? « Je ne vais pas lui donner une trop grande liberté », répond-il, sûr de lui.

SÉRIE PROSTITUTION LES SOUTENEURS













PHOTOS ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ET ARCHIVES

Bien des filles trouvent ça *cool* de se prostituer

CAROLINE TOUZIN

Les gangs de rue n'ont pas de difficulté à recruter des mineures à Montréal. Malgré les nombreuses activités de prévention, les adolescentes se jettent quand même dans la gueule du loup, constatent à regret la police et les organismes communautaires.

« Il semble que, à l'heure actuelle, des filles se présentent d'elles-mêmes aux gars pour travailler pour eux. Il ne faut pas entendre par là que ce sont des filles toujours consentantes ou moins vulnérables, mais il y a quelque chose d'attirant là-dedans pour les filles aussi », explique la sexologue Évelyne Fleury, auteure d'une étude exploratoire sur la sexualité des membres de gangs de rue.

« Les filles participent jusqu'à un certain point, mais elles ne savent pas dans quoi elles s'embarquent », confirme le coordonnateur de Pact de rue, Robert Paris. Son organisme fait du travail de rue dans six quartiers de Montréal. Il décrit ces adolescentes comme des « rejets sexués ». Il s'agit de jeunes filles à la sexualité précoce qui ont été rejetées. « Dans les années 90, les gars faisaient du taxage, mais ce n'était pas très payant. Puis ils ont découvert qu'ils pouvaient faire de l'argent avec des filles en quête d'amour », explique-t-il.

Même constat troublant du côté des intervenants du quartier Saint-Michel, une zone défavorisée où les Crips (Bleus) recrutent. « Les gars n'ont plus à travailler aussi fort qu'avant pour recruter. Les filles trouvent ça cool », observe à regret le commandant du poste de police du quartier, Fadhy Dagher.

Le commandant Dagher n'a jamais vu de mineures faire le trottoir dans son quartier. « Elles travaillent dans des fêtes privées, dans des appartements. Quand une fille est en fugue et qu'on soupçonne qu'elle est dans un gang, le premier endroit où fouiller, c'est les appartements vides », raconte le policier.

« Les filles valorisent ce genre de fête. C'est pour cela que c'est si facile de les recruter », ajoute France Vallières, coordonnatrice de la table de concertation Action Saint-Michel, qui regroupe une vingtaine d'organismes communautaires, la Ville et des policiers du secteur. Et pourtant, il se fait beaucoup d'activités de prévention dans le quartier. « Les filles savent de plus en plus comment les gars recrutent, mais elles veulent travailler pour eux quand même », observe M^me^ Vallières.

Toujours dans le quartier, la directrice du centre René-Goupil, Sylvie Pronovost, a récemment pris une adolescente de 12 ans en train de faire une fellation à un inconnu pour 2$ dans les toilettes. L'ado était en fugue du centre jeunesse. « La prévention doit commencer dès l'âge préscolaire, en présence des parents. Nos filles doivent absolument se valoriser avec autre chose que le sexe et les initiations de gang », dit M^me^ Pronovost.

> « Ils amènent la fille se faire "rincer", souvent dans un motel ou dans un appartement privé. Le *gangbang* est très dur. On brise ses protections. On pisse dessus, on la dope. »

L'attrait du souteneur

Dans les vidéoclips et les films, l'image du souteneur est très glamour, souligne la sexologue Évelyne Fleury. Les adolescentes rêvent de sortir avec 50 Cent (chanteur de rap américain qui mène une vie de gangster). Et les adolescents rêvent d'être 50 Cent. « Dans un sens, les jeunes gangsters ne sont pas différents des autres jeunes. Ils reçoivent les mêmes messages de la société. Sexualité égale consommation », indique-t-elle.

Les gangs ne recrutent pas que dans Saint-Michel ou Montréal-Nord, les deux quartiers où le phénomène est apparu à la fin des années 80. Les proxénètes envoient des recruteurs rôder autour des polyvalentes. Ces recruteurs sont plus jeunes, de 16 à 20 ans, et n'ont pas de dossier criminel. « Les gars arrivent à deux, trois ou quatre dans une voiture. La police ne peut quand même pas leur interdire de stationner devant l'école », souligne Robert Paris.

Ces recruteurs mettent la table, raconte le travailleur de rue. « Ils amènent la fille se faire "rincer", souvent dans un motel ou dans un appartement privé. Le *gangbang* est très dur. On brise ses protections. On pisse dessus, on la dope. »

Les filles qui se soumettent à ces *gangbangs* (séance de sexe collectif organisée par les gangs) sont de plus en plus jeunes. « On voyait il y a quelques années des filles de 14 à 17 ans. Là, on observe des filles de 12 ans. Pour les gars, ces filles ne valent rien de mieux qu'une boîte de céréales », dit M. Paris.

« Elles sont marquées au fer, battues, brûlées »

CAROLINE TOUZIN

Les gangs de rue prennent de plus en plus de place dans l'industrie du sexe à Montréal. Leur spécialité: l'exploitation des mineures. Les policiers ne ferment pas les yeux, mais ce sont des enquêtes complexes. Les victimes sont très réticentes à témoigner, et encore plus à incriminer le gang de leur proxénète.

Dans 20 % des enquêtes du module de la police de Montréal sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, le proxénète est lié à un gang de rue. Et ce n'est que la pointe de l'iceberg, avertit le lieutenant-détective Guy Bianchi. Les rares adolescentes prêtes à témoigner contre leur proxénète craignent de dénoncer le gang auquel il est lié par peur de représailles.

« Dans la majorité de nos enquêtes sur des gangs de rue, on va mettre l'accent sur la drogue et moins sur le proxénétisme. C'est une question de chances de succès. Pour accuser quelqu'un de proxénétisme, ça nous prend une victime, tandis que si on trouve quelqu'un en possession de stupéfiants, on l'accuse tout de suite », explique le lieutenant-détective Bianchi.

Les sept enquêteurs de ce module spécialisé, créé il y a quatre ans, sont débordés. Depuis le début de l'année, ils ont traité 74 dossiers de proxénétisme impliquant des mineures ainsi que 163 dossiers de pornographie juvénile et de leurre d'enfants (de janvier à juin). De ce nombre, seulement 21 dossiers ont conduit à des accusations pour l'instant. Parmi les 74 victimes, 34 avaient moins de 14 ans.

Les membres de gangs estiment qu'ils courent peu de risques en recrutant des jeunes filles. « Les gars disent qu'ils ne se font pas prendre et que, si oui, ils écopent de peines ridicules », explique la sexologue Évelyne Fleury, auteure d'une recherche exploratoire sur la sexualité des jeunes membres de gangs à Montréal. « Si c'est si terrible de recruter des mineures, pourquoi est-ce si facile de trouver des clients? ont-ils fait valoir à la sexologue. Et pourquoi les clients ne se font-ils jamais prendre? »

Les policiers éprouvent de la difficulté à convaincre les victimes de témoigner. Et pour cause: « Quand j'ai commencé comme enquêteur, j'ai été surpris par la gravité des actes de violence commis par les gars de gangs. Ils mettent des armes sur la tête des filles. Elles sont marquées au fer, battues, brûlées. Ils tuent leur animal de compagnie pour leur faire peur », raconte le lieutenant-détective Bianchi. Pour les empêcher de les dénoncer, les proxénètes impliquent aussi les filles dans d'autres crimes comme le trafic de drogues.

Quand une adolescente porte plainte, la police la confie au centre jeunesse. Sauf que les gars réussissent à les menacer par l'entremise d'autres filles. « Quand les filles reçoivent des menaces, on arrête tout le gang. Ça met de la pression sur le proxénète », indique le policier. La police est toutefois impuissante face aux filles toujours amoureuses de leur souteneur malgré tout ce qu'elles ont subi.

Si ces victimes ne cognent pas souvent à la porte de la police, elles ne vont pas davantage vers des organismes comme Stella, un groupe de défense des « travailleuses du sexe ». « On en a rencontré une, peut-être, en cinq ans », dit Jennifer, de Stella.

Même son de cloche chez Médecins du monde, qui offre des soins de santé aux prostituées dans la métropole. Dans un secteur d'Hochelaga-Maisonneuve, l'infirmière Pénélope Boudreault a récemment observé des filles « plus jeunes, plus renfermées », surveillées de près par des hommes noirs. « On n'a pas encore de contacts avec ces filles. Elles ne viennent pas vers nous comme les autres femmes », indique l'infirmière.

SUR CYBERPRESSE.CA

DOSSIER

Retrouvez notre dossier complet sur le nouveau visage de la prostitution sur **cyberpresse.ca/prostitution**

MONTRÉAL DE PLUS EN PLUS D'IMMIGRÉS À L'ÉCOLE

TOUTES LES ÉCOLES NE FONT PAS FACE AU MÊME DÉFI

Il y a maintenant 36 600 élèves nés à l'étranger dans les écoles publiques de l'île de Montréal, un record. Avec les jeunes nés ici, mais dont un ou deux parents sont immigrés, ils forment la majorité. Et cela se passe bien dans la plupart des cas.



MARIE ALLARD

Le nombre d'élèves nés à l'étranger est en hausse dans les écoles publiques de l'île de Montréal: il a atteint 20 % en 2007, selon un rapport du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal. De 2001 à 2005, ce taux était de 17 %.

Près de 36 000 élèves sont nés à l'étranger, dans 200 pays différents. Le plus commun est l'Algérie, suivi d'Haïti, de la Chine, du Maroc, des États-Unis et du Mexique. On trouve aussi des lieux d'origine plus exotiques, comme le Kazakhstan, Djibouti ou les îles Carolines.

Cette tendance « est normale, puisqu'on se bat pour augmenter nos taux d'immigration et qu'environ 20 % des immigrés ont des enfants d'âge scolaire », observe Marie McAndrew, titulaire de la chaire sur l'éducation et les rapports ethniques à l'Université de Montréal.

Désormais, 40 % des élèves des écoles publiques de l'île sont nés au Québec de parents également nés ici. Les autres sont nés ailleurs (20 %), nés ici de deux parents arrivés de l'étranger (23 %) ou d'un seul parent étranger (10 %), ou encore proviennent du reste du Canada.

Conséquence logique, la proportion d'élèves dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais « a augmenté de façon constante de 1998 à 2007 » pour atteindre près de 40 %, lit-on dans le rapport. « Les autres langues sont en voie d'égaler le français au chapitre de la langue maternelle », y est-il précisé. Le phénomène touche presque également les commissions scolaires de Montréal (45 % d'élèves allophones), English-Montréal (44 %) et Marguerite-Bourgeoys (42 %).

L'arabe détrône l'espagnol

L'arabe est désormais au troisième rang des langues maternelles les plus courantes après le français et l'anglais, détrônant l'espagnol. Viennent ensuite l'italien, le créole, le chinois, le tamoul, le vietnamien, le bengali et le tagal. Fait à noter, le nombre d'élèves qui parlent une langue autre que le français ou l'anglais à la maison progresse lui aussi, pour atteindre 26 %.

Malheureusement, plus l'immigration de sa famille est récente, plus un élève est susceptible de résider dans une zone défavorisée. Près de la moitié (47 %) des élèves nés à l'étranger vivent dans une telle zone, selon le Conseil. À titre de comparaison, les jeunes nés au Québec de parents également nés ici ne sont que 21 % dans ce cas.

Ces données servent « quotidiennement » à la Commission scolaire de Montréal « pour avoir le portrait de chacune de nos écoles, dit Alain Perron, son porte-parole. On a pu s'apercevoir que l'est de la commission scolaire est de plus en plus arabophone et réajuster nos services en fonction de cette réalité », illustre-t-il.

L'arabe est désormais au troisième rang des langues maternelles les plus courantes après le français et l'anglais, détrônant l'espagnol.

Effets négatifs possibles

Mais quel est l'impact de cette diversité grandissante? « Je vous donne un petit scoop: selon nos études non encore publiées, il n'y a pas de gros impact de la concentration ethnique sur la réussite scolaire », indique Marie McAndrew, qui organise dès demain à Montréal un colloque international sur la prise en compte de la diversité à l'école publique.

Des effets négatifs apparaissent quand la concentration ethnique est très forte, « à 75 % et plus », précise la spécialiste. Or, 49 écoles de l'île comptent 75 % ou plus d'élèves nés à l'étranger ou nés ici de deux parents venus d'ailleurs. La palme revient à l'école primaire Hébert, à Saint-Laurent, avec 100 % d'élèves issus d'autres cultures.

Toutes ne font pas face aux mêmes défis. Les écoles de Côte-des-Neiges et de Parc-Extension reçoivent les élèves à peine débarqués de l'avion. « Ça demande beaucoup d'énergie aux enseignants, mais ça se passe relativement bien », observe Mme McAndrew. Rapidement, les gent et sont remplacées par une autre vague migratoire.

Ce qui est plus problématique, c'est ce qu'elle appelle « le syndrome Montréal-Nord ». Ces écoles « ont des concentrations d'élèves immigrés de deuxième génération, pauvres, qui ne réussissent pas et qui restent longtemps dans les mêmes quartiers, énumère la spécialiste. Ça, c'est très lourd. »

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste: marie.allard@lapresse.ca

PARLEZ-VOUS LE TWI?

Près de 200 élèves de l'île de Montréal parlent le twi à la maison, une langue du Ghana. Les élèves parlent de nombreuses autres langues exotiques, comme le tigré, l'ilocano, le tshiluba, le shona, le télugu, le loucheux, le kabarde, le luo, le chilcotin, le bochiman ou le madurais.

MOINS D'ALLOPHONES DANS LES ÉCOLES ANGLOS

Les élèves venus d'ailleurs sont en croissance partout... sauf dans les écoles anglophones. Seuls 5 % des élèves de la Commission scolaire English-Montréal – et 2,3 % de ceux de Lester-B.-Pearson – sont nés hors Québec. Normal, puisque la loi 101 oblige les immigrés à inscrire leurs enfants à l'école francophone.

Il y a tout de même plusieurs élèves dont la langue maternelle n'est pas l'anglais ni le français: 44 % à English-Montréal et 12,5 % à Lester-B.-Pearson. Près de la moitié parlent toutefois anglais à la maison plutôt que leur langue d'origine, une proportion d'intégration linguistique plus importante que dans les commissions scolaires francophones.



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

À l'école primaire Hébert, à Saint-Laurent, 100 % des élèves sont issus d'une autre culture. Soit ils sont nés à l'étranger, soit leurs deux parents sont nés ailleurs. C'est l'école primaire la plus multiethnique de l'île de Montréal.

LIEU DE NAISSANCE

des élèves du secteur public dans l'île de Montréal

	PAYS OU PROVINCE	NOMBRE D'ÉLÈVES
1	Québec (79,2 %)	147 900
2	Algérie (2,0 %)	3700
3	Haïti (1,4 %)	2700
4	Ontario (1,3 %)	2500
5	Chine (1,1 %)	2000
6	Maroc (1,0 %)	1800
7	États-Unis (0,9 %)	1700
8	Mexique (0,9 %)	1700
9	Roumanie (0,7 %)	1300
10	France (0,6 %)	1100
	Autres (10,9 %)	20 300

Source: Données du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal au 30 septembre 2007, compilées pour *La Presse*

LANGUES PARLÉES À LA MAISON

par les élèves du secteur public dans l'île de Montréal

		NOMBRE D'ÉLÈVES
1	Français (47,6 %)	88 900
2	Anglais (26,9 %)	50 300
3	Espagnol (4,7 %)	8900
4	Arabe (4,3 %)	8000
5	Chinois (2,0 %)	3800
6	Tamoul (1,3 %)	2400
7	Créole (1,2 %)	2300
8	Vietnamien (1,0 %)	1900
9	Bengali (1,0 %)	1800
10	Ourdou (0,8 %)	1600
	Autres (9,2 %)	16 900

Source: Données du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal au 30 septembre 2007, compilées pour *La Presse*

LES 10 ÉCOLES **PRIMAIRES** LES PLUS MULTIETHNIQUES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Élèves nés à l'étranger ou nés ici de deux parents nés ailleurs

1	Pavillon Hébert (école Katimavik-Hébert)	Saint-Laurent	100 %
2	Édifice Mackle (école de la Mosaïque)	Côte-Saint-Luc	97,51 %
3	Barthélémy-Vimont	Parc-Extension	94,99 %
4	Camille-Laurin	Parc-Extension	94,82 %
5	Henri-Beaulieu	Saint-Laurent	94,21 %
6	Barclay	Parc-Extension	93,97 %
7	Laurentide	Saint-Laurent	93,75 %
8	Édifice McMurray (école de la Mosaïque)	Côte-Saint-Luc	92,87 %
9	Enfant-Soleil	Saint-Laurent	91,97 %
10	Pavillon Dupuis (école des Cinq-Continents)	Snowdon	91,61 %

Source: *Portrait socioculturel des élèves inscrits dans les écoles publiques de l'île de Montréal*, Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, 2008

LES 10 ÉCOLES **SECONDAIRES** LES PLUS MULTIETHNIQUES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Élèves nés à l'étranger ou nés ici de deux parents nés ailleurs

1	La Voie	Côte-des-Neiges	92,15 %
2	Mont-Royal	Mont-Royal	89,21 %
3	Édifice Émile-Legault (école Saint-Laurent)	Saint-Laurent	89,05 %
4	Édifice Saint-Germain (école Saint-Laurent)	Saint-Laurent	88,40 %
5	Saint-Luc	Notre-Dame-de-Grâce	87,74 %
6	La Dauversière	Cartierville	87,28 %
7	Évangéline	Cartierville	85,06 %
8	Lucien-Pagé	Villeray	78,58 %
9	Louis-Joseph-Papineau	Saint-Michel	74,83 %
10	Amos	Montréal-Nord	70,54 %

Source: *Portrait socioculturel des élèves inscrits dans les écoles publiques de l'île de Montréal*, Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, 2008



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

Hadiatou Barry, Avin Ahmad et Lou-Micah Castillo fréquentent l'école secondaire La Voie, la plus multiethnique de l'île de Montréal, avec 92 % d'élèves issus d'autres cultures. « J'ai des amis qui viennent de différents pays et j'apprends à connaître leur culture en plus de celle du Québec », dit Hadiatou, originaire de Guinée.

LA RÉUSSITE DE L'ÉCOLE DES NATIONS UNIES

MARIE ALLARD

C'est l'école secondaire publique la plus multiethnique de l'île de Montréal. À l'école La Voie, dans Côte-des-Neiges, neuf élèves sur 10 sont soit nés à l'étranger, soit nés ici de deux parents immigrés. Cela ne les empêche pas de réussir : leur taux de promotion frôle les 80 %. Il y a cinq ans, il était 22 % plus bas.

Un grand coup de barre a été donné depuis. « On travaille très fort, dit Roseline Rouaud, directrice de l'établissement de 1000 élèves, et on a d'assez bons résultats. »

La priorité a été donnée au français, peu parlé en dehors des classes. Des heures supplémentaires de français ont été ajoutées à l'horaire, sans compter la récupération offerte le… samedi. « Deux cents jeunes s'y inscrivent chaque année », souligne Félix Pauléus, enseignant de français. Résultat : la moyenne a bondi de 52 % à 67 % en quatre ans aux épreuves finales de français du ministère de l'Éducation.

« Les professeurs s'engagent beaucoup », constate Hadiatou Barry, une jeune élève de 16 ans venue de Guinée. Elle-même a fréquenté l'école le samedi, pour travailler ses mathématiques. « Ici, il y a beaucoup de monde qui n'est pas nécessairement de la même culture que nous, mais l'école fait qu'on s'adapte bien, poursuit Avin Ahmad, 16 ans, Kurde d'origine syrienne. C'est comme une deuxième famille. »

La Voie a la chance d'accueillir des jeunes de 80 nationalités sans qu'aucune ne soit surreprésentée. « La ghettoïsation, il n'y en a pas, et c'est une richesse », dit M. Pauléus.

« Avant de venir à La Voie, j'entendais les rumeurs qui disaient qu'il y avait du racisme, de la drogue, des batailles de gangs de rue, se souvient Lou-Micah Castillo, un élève de 16 ans dont les parents ont immigré des Philippines. J'ai été surpris de plutôt rencontrer des élèves impeccables et intelligents. »

Il faut dire que l'encadrement a été resserré : le moindre retard entraîne une retenue, la moindre absence est signalée aux familles, ce qui a réduit leur nombre du tiers. « L'appui des parents est une des causes de notre réussite, dit Mme Rouaud. Ils croient en l'éducation comme tremplin pour leurs enfants. »

À l'école La Voie, dans Côte-des-Neiges, neuf élèves sur 10 sont soit nés à l'étranger, soit nés ici de deux parents immigrés.

Les ados de La Voie – qui ont souvent connu la guerre, l'errance et la pauvreté – ont pourtant leur lot de soucis. « À mon arrivée ici, la forme de désespérance psychologique qu'il y avait chez certains jeunes m'a frappée », se rappelle la directrice. Un appel aux organismes communautaires du quartier a permis de mettre un peu de baume sur les plaies.

Restait à éloigner les jeunes des tentations de la Plaza Côte-des-Neiges, ce qui a été fait en offrant une panoplie d'activités le midi et après les cours. « On a maintenant du mal à leur faire quitter l'école le soir ! » se réjouit la directrice, qui ne craint pas de patrouiller les corridors pour prendre le pouls de son école.

« J'ai envie que cette école continue d'avancer », fait-elle valoir.

« Avant de venir à La Voie, j'entendais les rumeurs qui disaient qu'il y avait du racisme, de la drogue, des batailles de gangs de rue, se souvient Lou-Micah Castillo, un élève de 16 ans dont les parents ont immigré des Philippines. J'ai été surpris de plutôt rencontrer des élèves impeccables et intelligents. »



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

MONDE

Obama redessinera-t-il la carte électorale ?



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

La nouvelle est passée quasiment inaperçue en raison de l'émoi suscité par le débat des colistiers : jeudi, l'équipe de John McCain a annoncé qu'il abandonnait l'État du Michigan à Barack Obama.

L'annonce faisait suite à la publication d'un sondage qui donne le candidat démocrate gagnant par plus de 10 points dans cet État industriel du Midwest, où McCain a dépensé jusqu'ici près d'un million de dollars par semaine. Le candidat républicain orientera ses troupes et son argent vers d'autres États, y compris la Virginie, où son rival se fait menaçant.

John McCain, aussi bien que Barack Obama, a commencé sa campagne à la Maison-Blanche en exprimant sa volonté de s'affranchir de la cartographie électorale classique des États-Unis. À l'entendre, il allait conquérir des États qui ont voté pour les candidats démocrates lors des dernières élections présidentielles, dont le Michigan, le New Jersey et la Pennsylvanie, entre autres.

Mais sa décision de faire l'impasse sur le Michigan illustre la conjoncture difficile à laquelle il fait face. En revanche, Barack Obama conserve toutes ses chances de redessiner la carte électorale des États-Unis. À un mois de l'élection présidentielle, il menace ou devance son rival dans plusieurs États qui ont voté pour George W. Bush en 2000 et en 2004, dont l'Ohio, la Floride et la Virginie, notamment.

C'est ainsi que les Américains pourraient bien se réveiller, au lendemain du scrutin du 4 novembre, avec des États peints en bleu dans des régions – le Sud et le Sud-Ouest – où la couleur des démocrates était absente lors des deux dernières élections présidentielles.

L'importance de cette carte électorale découle évidemment du mode de scrutin américain. Le président des États-Unis n'est pas élu au suffrage universel direct. En se rendant aux urnes, les citoyens américains désigneront les 538 grands électeurs qui, au final, choisiront le prochain locataire du 1600 Pennsylvania Avenue. Chaque État dispose d'un nombre de grands électeurs qui varie en fonction de son poids démographique. Le candidat qui obtient la majorité dans un État rafle la totalité de ses grands électeurs, à deux exceptions près – le Maine et le Nebraska, qui ont un scrutin proportionnel.

L'équipe de John McCain réalise qu'il ne lui suffira pas de vanter les mérites du candidat républicain et de son programme pour renverser la vapeur.

Il faut au moins 270 grands électeurs pour être élu à la Maison-Blanche. Selon le site indépendant RealClearPolitics.com, qui compile tous les sondages réalisés aux États-Unis, Barack Obama jouit d'une avance solide ou plutôt solide dans des États totalisant 264 grands électeurs, alors que John McCain mène dans des États qui lui donnent en tout 163 grands électeurs. Deux des États où Obama a l'avantage ont voté pour George W. Bush en 2000 et 2004 : l'Iowa et le Nouveau-Mexique.

Si on donne au candidat démocrate les États où son avance dans les sondages est jugée modeste – de 4,2 à 5,3 % –, son total de grands électeurs passe à 353, contre 185 pour John McCain. Ces États sont la Floride, l'Ohio, le Nevada, le Colorado, la Caroline-du-Nord et la Virginie, qui ont voté pour George W. Bush en 2000 et 2004.

Dernier mois

Barack Obama aura évidemment réussi à redessiner la carte électorale des États-Unis s'il gagne ces États. Mais il peut se passer bien des choses au cours du dernier mois de la campagne électorale. Les progrès du candidat démocrate dans les sondages nationaux et locaux ont coïncidé avec la crise financière à Wall Street et le premier débat télévisé entre les deux candidats présidentiels. Une crise internationale pourrait changer la donne.

En attendant, l'équipe de John McCain réalise qu'il ne lui suffira pas de vanter les mérites du candidat républicain et de son programme pour renverser la vapeur. Aussi a-t-elle promis vendredi d'attaquer plus durement Barack Obama sur son jugement, son honnêteté et ses fréquentations personnelles.

Il faut notamment s'attendre à ce que John McCain critique les contacts du sénateur de l'Illinois avec Bill Ayers. Ce professeur de l'Université de l'Illinois à Chicago a appartenu aux Weathermen, groupe extrémiste qui, il y a une quarantaine d'années, a revendiqué des attentats à la bombe notamment contre le Pentagone et le Capitole – attentats qui n'avaient pas fait de victimes.

L'efficacité de cette stratégie demeure toutefois incertaine. Ce qui est sûr, cependant, c'est que John McCain doit aujourd'hui défendre des États qui lui semblaient acquis. Et l'on ne parle pas seulement de la Floride, de la Caroline-du-Nord et de la Virginie, mais également du Missouri et de l'Indiana.

Kim Jong-il serait réapparu en public



PHOTO ARCHIVES AFP

Kim Jong-il (photographié en 2003), dont l'état de santé a fait l'objet de multiples rumeurs au cours des dernières semaines, a récemment assisté à un match de football, sa première apparition publique depuis le 14 août, a annoncé hier l'agence officielle nord-coréenne. Le leader nord-coréen aurait assisté à un match disputé par des étudiants à l'occasion du 62e anniversaire de l'Université Kim Il-sung. Par ailleurs, le négociateur américain en chef sur le dossier nucléaire nord-coréen, le secrétaire d'État adjoint Christopher Hill, s'est entretenu hier à Pékin avec son homologue chinois, après l'échec de sa tentative visant à convaincre Pyongyang d'arrêter de réactiver ses installations. M. Hill n'a fait aucun commentaire devant les journalistes sur son entretien. – AFP

Le ton monte entre Moscou et Tbilissi

AGENCE FRANCE-PRESSE

MOSCOU — La Russie a exigé hier une sécurité renforcée dans les territoires séparatistes géorgiens après la mort de huit soldats russes dans une explosion en Ossétie-du-Sud qui pourrait avoir des répercussions sur le retrait russe de Géorgie.

Cette explosion, survenue vendredi à l'état-major des forces de maintien de la paix russes à Tskhinvali, a fait aussi trois victimes civiles. Le parquet russe l'a attribuée hier aux services spéciaux géorgiens, ce que Tbilissi a aussitôt démenti.

Au lendemain de cet acte, le président russe, Dmitri Medvedev, a ordonné au ministère de la Défense de renforcer la sécurité pour protéger les soldats russes et les civils dans les deux territoires séparatistes, l'Abkhazie et l'Ossétie-du-Sud. Il faut « prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher des actes criminels contre les forces russes de maintien de la paix et la population civile » en Ossétie-du-Sud et en Abkazie, a-t-il affirmé dans un communiqué, exigeant une « enquête minutieuse ».

Le parquet général russe a de son côté annoncé l'ouverture d'une enquête pour terrorisme et mis en cause les autorités géorgiennes.

« Le groupe d'enquêteurs sur place a toutes les raisons de penser que l'explosion à Tskhinvali a été organisée par les services spéciaux géorgiens dans le but de déstabiliser la situation de la république indépendante », a déclaré un représentant du parquet, Vladimir Markine, cité par les agences Ria Novosti et Interfax.

Tbilissi a assuré que les services spéciaux géorgiens n'auraient pu organiser un tel acte et dénoncé une « tactique » visant à retarder le retrait des soldats russes de Géorgie hors territoires séparatistes, qui doit s'achever le 10 octobre.

« Comment aurions-nous pu savoir que les Ossètes allaient prendre cette voiture et l'amener jusqu'à l'état-major (des forces de paix russes) ? » , a demandé un porte-parole du ministère géorgien de l'Intérieur, Chota Outiachvili.

Le véhicule avait été trouvé abandonné dans la zone adjacente à l'Ossétie-du-Sud, puis ramené à l'état-major des forces russes de maintien de la paix à Tskhinvali, avant d'exploser.

« C'est une tactique pour retarder le retrait » des forces russes installées dans les zones adjacentes à l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, a accusé M. Outiachvili. Une hypothèse avancée également par le quotidien russe *Kommersant*, qui écrivait hier que l'explosion pourrait servir à justifier le maintien de troupes russes autour de l'Ossétie-du-Sud.

Aux yeux du ministère russe de la Défense, il s'agit d'un attentat terroriste visant à saper la mise en œuvre des engagements prévus par le plan Medvedev-Sarkozy.

Le diplomate allemand Hansjörg Haber, chef de la mission d'observation de l'UE en Géorgie, a affirmé hier qu'il partait du principe que les accords de retrait des troupes russes restaient valables et qu'ils seraient respectés.

IRAK

Les Polonais plient bagage

D'APRÈS AP ET AFP

DIWANIYAH — Les soldats polonais déployés en Irak vont bientôt rentrer à la maison. Une cérémonie a été organisée hier à leur principale base au sud de Bagdad, afin de marquer la fin de leur mission dans le pays.

Cette cérémonie sonnant le départ prochain de la Pologne a coïncidé avec la visite du numéro 2 de la diplomatie américaine dans le nord de l'Irak et l'annonce de la mort d'un dirigeant d'Al-Qaeda en Irak soupçonné d'être le cerveau de nombreux attentats meurtriers dans la capitale irakienne. L'homme, qui s'appelait Mahir Ahmad Mahmoud al-Zoubaïdi, était également connu sous le nom d'Abou Assad ou Abou Rami. Ancien membre du groupe sunnite Ansar al-Islam, il avait rejoint Al-Qaeda en Irak en 2004, selon l'armée américaine.

La Pologne a envoyé des troupes de combat en Irak, comptant à un moment donné 2500 soldats sur le terrain, soit le troisième contingent après les États-Unis et la Grande-Bretagne. Varsovie a réduit ses forces à quelque 900 hommes, lesquels doivent regagner la Pologne d'ici la fin du mois. Près de 150 000 soldats de la coalition sont aujourd'hui déployés en Irak, dont 144 000 militaires américains et environ 4000 Britanniques.

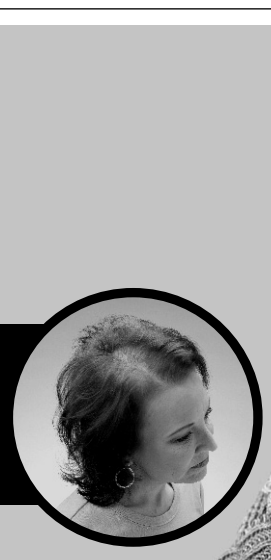
Au sujet de la présence américaine en Irak après 2008, des divergences subsistent entre Washington et Bagdad dans les négociations, a déclaré hier soir le numéro deux de la diplomatie américaine, John Negroponte, au cours d'une visite à Erbil (Nord). Une entente devait être signée à la fin du mois de juillet, mais des désaccords subsistent depuis, notamment sur l'immunité des soldats américains en Irak ou sur le commandement des opérations militaires.

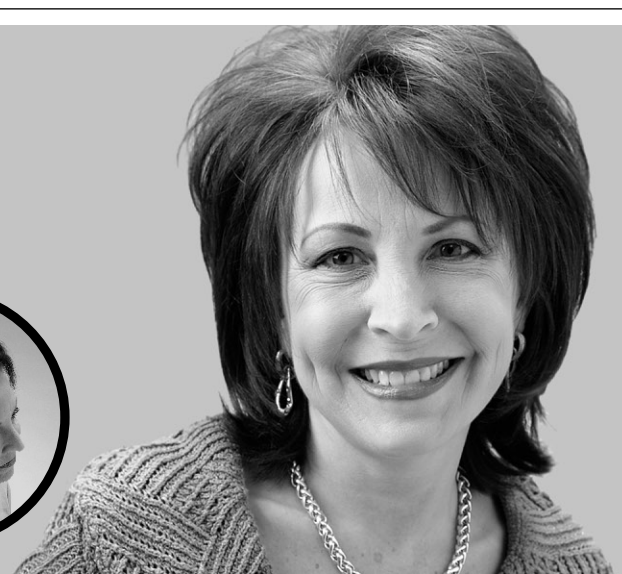
Par ailleurs, deux hélicoptères de l'armée américaine sont entrés en collision hier soir pour ensuite s'écraser à Adhamiyah, quartier sunnite du nord de Bagdad. Selon des sources militaires américaines, le bilan provisoire est de un mort et quatre blessés, deux soldats américains et deux soldats irakiens.

3 solutions
pour vos cheveux
qui s'amincissent

LA PRÉVENTION
LE REMPLACEMENT ESTHÉTIQUE
LA MICRO GREFFE DE CHEVEUX

Consultation confidentielle gratuite





Hairfax International

hairfax.com

LAVAL / 1545, Boul. de L'Avenir, suite 103 / 450 669-6737
MONTRÉAL / 7387 Boul. Saint-Laurent / 514 271-5140
LONGUEUIL / 2127 chemin Chambly / 450 468-6666

3554851
3554872

LISEZ LE BLOGUE DE L'ÉDITO
www.cyberpresse.ca/edito



ENVIRONNEMENT



JEAN LEMIRE
COLLABORATION SPÉCIALE

L'auteur est biologiste, photographe et cinéaste. Il a été chef de trois missions à bord du voilier Sedna IV, dont la plus récente en Antarctique. Il signe chaque semaine une chronique dans nos pages.

LES CHRONIQUES DE JEAN LEMIRE
www.cyberpresse.ca/lemire

Le passé noir des Madelinots

Les projets d'exploration pétrolière et gazière au large des Îles-de-la-Madeleine y sont mal reçus

À la fin de cet été, le vent a soufflé comme il l'a toujours fait aux Îles-de-la-Madeleine. Il a déplacé une partie du sable de ces dunes qui, vibrionnant à tout vent, s'accroche au souffle de la mer. Cet été, quand le vent a sculpté une partie de la plage de Pointe-aux-Loups, il a aussi révélé les vestiges d'un passé que l'on tente en vain d'oublier: 758 sacs de résidus de pétrole contaminé ont refait surface, une tragédie qui continue de hanter les Madelinots depuis plus de 38 ans.

Ce pétrole provient du naufrage de la barge *Irving Whale* qui, en septembre 1970, a déversé des tonnes de mazout lourd dans le golfe du Saint-Laurent, créant une marée noire de plus de 400 km². On estime qu'environ 125 tonnes de ce pétrole se sont retrouvées aux Îles, souillant plus de 35 km de plage de sable blond. Après trois mois de travaux pour ensacher les résidus pétroliers, les autorités ont décidé d'enfouir les sacs dans les dunes avant l'arrivée de l'hiver. On estime que de 150 000 à 250 000 sacs ont alors été enfouis.

Il aura fallu attendre 25 ans, en 1995, juste avant la première tentative de renflouage de la barge, pour que la compagnie Irving déclare la présence de BPC à bord de son navire coulé par 60 mètres de fond. Les biphényles polychlorés, des composés chimiques extrêmement stables dans l'environnement, sont cancérigènes et constituent un risque réel pour la santé publique s'ils sont incorporés à la chaîne alimentaire. Des tests effectués sur les résidus pétroliers dissimulés dans les dunes des îles ont confirmé la présence de BPC.

Ainsi, depuis près de quatre décennies, des sacs abîmés par la force des éléments refont surface sur une base régulière. On s'empresse alors d'organiser une nouvelle corvée pour tout nettoyer, pour régler «définitivement» le problème. C'est ce que l'on entend aux Îles, chaque fois que le passé noir ressurgit. Or, personne ne semble connaître l'emplacement et le nombre exact des sacs qu'il reste encore à déterrer.

On peut toujours prétendre que le sous-sol du Saint-Laurent contient 20 milliards de dollars en redevances, il en faudra plus pour convaincre les Madelinots.

Aussi, quand on essaie de leur faire gober que la future exploitation des ressources gazières et pétrolifères du Saint-Laurent se fera sur la base du développement durable – nouveau fourre-tout politique –, ils demeurent sceptiques et ils organisent aussitôt la contre-attaque. On peut toujours prétendre que le sous-sol du Saint-Laurent contient 20 milliards de dollars en redevances, il en faudra plus pour convaincre les Madelinots, et probablement une majorité de Québécois. Cet enjeu électoral provincial en devenir risque de soulever une nouvelle tempête politique. Et ce vent de protestation pourrait bien venir d'une petite communauté qui en a vu d'autres, et qui est prête à tout pour préserver sa qualité de vie et son gagne-pain: «Il y a trop à risquer pour le simple miroitement de quelques jobs très lucratifs qui vont enrichir une petite poignée de gens comme d'habitude...» disait Roberto Chevarie, un citoyen opposé à l'exploration gazière dans ce secteur. Et de citer une formule de son vieux père: «J'aime mieux manger un morceau de pain debout qu'un steak à genoux.» À n'en pas douter, le pétrole n'a pas fini de laisser ses traces...

SUR LE VIF

Paysage bucolique des Îles-de-la-Madeleine



PHOTO JEAN LEMIRE, COLLABORATION SPÉCIALE

Organiser un souper de homard des Îles-de-la-Madeleine entre amis: 70$; savourer le fromage au lait cru de la ferme Pieds-de-Vent de Havre-aux-Maisons: 12$; apprécier le goût des Îles à chaque bouchée de hareng boucané mariné du fumoir d'antan de la Pointe-Basse: 8,49$. Mais profiter de l'environnement exceptionnel de ce lieu de mer et de vent, ça n'a pas de prix!

FORUM@LAPRESSE.CA - ENVIRONNEMENT

Hydroélectricité: a-t-on le choix?

Je pense que, dans le dossier de l'hydroélectricité, il faut voir tous les angles de la question. L'option à la vente de l'hydroélectricité du Québec à l'Ontario et à la Nouvelle-Angleterre, c'est la construction de plusieurs centrales nucléaires, centrales au diesel, et au gaz sur leurs territoires dans les quelques années à venir! Comment peut-on dans ce cas crier «écologie» pour arrêter le développement de la Romaine, ou tout autre développement hydroélectrique au Québec. C'est un non-sens total, car l'option est 100 000 fois plus polluante et plus dangereuse. Certains diront qu'il y a l'éolienne, le solaire et la géothermie. En Ontario et en Nouvelle-Angleterre, ils ont compris depuis très longtemps que ces sources d'énergie sont non fiables et non rentables. Il n'y a qu'au Québec qu'on y croit encore! On ne s'en sort pas. Si le Québec n'a pas la puissance hydroélectrique pour vendre à l'Ontario et en Nouvelle-Angleterre dans les quelques années à venir, nos voisins construiront plusieurs dizaines de bombes atomiques en puissance (les centrales nucléaires), et des centaines de centrales au diésel, au gaz, etc., avec toute la pollution qui vient avec.

J. Lafond

Morale écolo

Ah, le discours écolo, toujours aussi rigolo. La SAQ n'offrira plus de sacs en plastique bientôt. De nouveaux sacs multi-usage font leur apparition. Faits en Chine (merci pour l'économie québécoise), un des pays les plus pollueurs au monde et pas trop portés sur les droits de l'homme. Mais le monsieur porte-parole de la SAQ est bien content. Hypocrisie et bêtise, les deux mamelles de la morale écolo.

Martin Richard, Montréal

LA SCIENCE EN BREF

Les BPC de l'*Irving Whale*

La barge *Irving Whale* a finalement été remontée en surface en 1996, 26 ans après son naufrage, mais une partie importante de sa cargaison de BPC s'est répandue dans la nature. En plus des importantes quantités de pétrole déversé dans l'environnement, on a estimé que la barge renfermait 6800 litres de BPC, ce qui en fait l'un des plus importants déversements de BPC de toute l'histoire canadienne. De ce nombre, 1593 kilos de BPC ont été «sauvés des eaux» par différents procédés, environ 373 kilos ont été récupérés directement sur les lieux du naufrage et sur les plages des Îles-de-la-Madeleine, mais 5554 kilos se sont répandus dans la nature. À cette époque, on a vivement reproché à Irving d'avoir dissimulé la présence de BPC pendant près de 25 ans.

Ours des villes

Une étude américaine vient d'établir des différences considérables entre les ours bruns qui vivent à proximité des villes et ceux qui vivent isolés en forêt. Les auteurs ont pu démontrer que les ours dits «urbains», qui trouvent une bonne partie de leur nourriture dans les déchets de nos villes, sont généralement 30% plus gros que leurs confrères des forêts. Sans doute en raison de cette croissance accélérée, les ours des villes se reproduisent beaucoup plus jeunes: en moyenne, un ours brun se reproduit vers l'âge de sept ou huit ans, mais les «urbains» se reproduisent plutôt vers l'âge de quatre à cinq ans, et certains spécimens de l'étude se sont même reproduits à deux et trois ans d'âge! Mais les ours de ville, et surtout leur progéniture, voient leur longévité réduite de façon importante. Dans cette étude, les ours urbains n'ont pas survécu au-delà de 10 ans, victimes de collisions avec des véhicules, alors que 60% des ours des forêts continuent de courir en toute quiétude. Un fort prix pour accéder à nos restes de table...

Les fluocompactes

Faut-il remplacer nos ampoules traditionnelles par de nouvelles ampoules flucompactes? Si l'on se fie à la réduction importante d'énergie, la réponse est oui dans la plupart des cas. Mais une nouvelle étude scientifique de l'Université Yale révèle que certains pays pourraient voir leurs émissions de mercure plutôt augmenter au final. L'étude, qui a examiné la situation de 130 pays, conclut que les politiques de remplacement doivent tenir compte d'un ensemble de facteurs complexes, dont les sources d'alimentation énergétique locales et le potentiel de récupération des ampoules fluocompactes. «Les enjeux du développement durable s'appliquent souvent localement», rappellent les scientifiques. Ici, les programmes d'Hydro-Québec seront réévalués en fonction du cycle de vie complet du produit pour bien comparer les avantages et les inconvénients de l'ampoule flucompacte.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

FORUM

André Desmarais › Président du conseil d'administration LA PRESSE
Guy Crevier › Président et éditeur
Philippe Cantin › Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier › Directeur de l'information **André Pratte** › Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Le cellulaire sans fil



akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

Les nouveaux fournisseurs de téléphonie cellulaire, comme Vidéotron, n'ont pas encore commencé à offrir leurs services mais déjà, la dynamique du marché commence à changer. Les consommateurs vont enfin avoir accès à des offres plus intéressantes… à condition de ne pas être menottés par un contrat.

Ottawa, comme on le sait, a récemment vendu de la capacité de transmission supplémentaire – du spectre, dans le jargon des télécoms. Les achats des nouveaux venus, comme Quebecor Média et Globalive, suscitent beaucoup d'espoir. Le Canada est l'un des pays au monde où le sans-fil coûte le plus cher, une gracieuseté du triumvirat Bell-Rogers-Telus. Il est temps que d'autres fournisseurs viennent leur tenir tête.



Ces nouveaux concurrents ne sont pas encore prêts à passer à l'attaque. Ils doivent d'abord développer leurs réseaux de transmission et de vente. Mais déjà, ils changent la donne. Prévoyant que la concurrence va s'intensifier, l'agence de notation Moody's a revu les perspectives du secteur à la baisse. Et les fournisseurs établis ont commencé à faire des offres plus alléchantes. « C'est devenu un marché d'acheteurs, avant même l'arrivée des nouveaux acteurs, et ça va l'être encore plus quand ils seront là », souligne l'analyste Amit Kaminer, de la firme SeaBoard Group. À terme, les tarifs devraient se rapprocher de ceux pratiqués aux États-Unis – on commence à le voir pour les données, moins pour la voix. Ce ne sera pas aussi abordable qu'en Europe, mais ce serait déjà un progrès. La facture mensuelle moyenne est 11 % plus élevée au Canada – environ 58$ par abonné et 52$ chez nos voisins.

On aimerait surtout que les nouveaux arrivants donnent un bon coup de pied dans la fourmilière, et remettent en question certaines pratiques détestables comme les frais de réseau et d'activation, ou répondent à des besoins dont personne ne se soucie pour l'instant. C'est ce que pourrait faire Globalive, que plusieurs comparent à l'américaine Metro PCS. Metro offre notamment les appels locaux illimités pour 30$ par mois sans frais d'activation ni contrat. On ne sait pas si Globalive viendra sur le marché québécois, mais Vidéotron a prouvé, avec la téléphonie locale, qu'il pouvait constituer une option digne d'intérêt.

Hélas, ce n'est pas demain qu'on pourra comparer les offres. La crise du crédit pourrait même retarder l'arrivée des nouveaux venus, qui auront de la difficulté à trouver des fonds pour implanter leurs réseaux. Même sans contretemps, Globalive n'entrera pas en service avant l'été 2009. Pour Quebecor, ce sera à l'automne, ou peut-être même en 2010. D'ici là, les entreprises établies feront des pieds et des mains pour faire signer des contrats aussi longs que possible. Pour bénéficier des meilleures offres, les consommateurs devront s'engager pour trois ans. Lorsque les nouveaux fournisseurs arriveront avec des ententes encore plus avantageuses, ils ne pourront pas en profiter.

Après des années de frustration, les Canadiens devraient bientôt avoir accès à des forfaits cellulaires plus attrayants… à condition de ne pas avoir un fil attaché à la patte.

Les enseignements de Raymond Royer



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Raymond Royer quitte la tête de Domtar, dont il dirigeait les destinées depuis 12 ans. Sous sa gouverne, l'entreprise est devenue le numéro un de la fabrication de papiers fins en Amérique du Nord.

Domtar a aussi acquis la réputation d'une société particulièrement bien gérée grâce à la culture implantée par M. Royer. Une culture axée sur la satisfaction des clients et des actionnaires et sur la participation des employés au succès de l'entreprise.



M. Royer a multiplié les rencontres avec ces derniers, pour recueillir leurs idées et pour les convaincre que leur emploi et leurs conditions de travail dépendaient de la rentabilité de la compagnie. « Les gens ont compris ce que nous pouvions faire ensemble et à partir de ce moment-là, nous pouvions battre n'importe qui », a expliqué M. Royer lors d'une rencontre avec les journalistes de *La Presse*.

« Quand la demande pour nos produits a commencé à diminuer, j'ai dit à nos gens: "Nous avons le choix. Ou bien nous sommes sur le menu, ou bien nous lisons le menu. C'est à vous de décider. Si nous voulons lire le menu, il faut acheter des compagnies. Pour ça, j'ai besoin d'une action forte, donc de résultats." (…) Encore aujourd'hui, quand vous allez dans nos usines, les gens vont vous dire: "Pas de clients, pas de jobs." »

Le PDG sortant de Domtar ne voyait pas seulement loin dans la façon de gérer son personnel. Il fut aussi un précurseur en matière d'environnement. Dès 1999, Domtar s'est inscrite dans le processus de certification le plus exigeant pour la gestion des forêts, celui du Forest Stewardship Council (FSC), approuvé par plusieurs organisations écologistes. « Nous avons été les premiers à faire ça en Amérique du Nord, souligne M. Royer. Malgré cela, pour plusieurs, couper un arbre c'est encore un drame. Or, la forêt est une manne, une richesse qui se perpétue pourvu qu'on la gère de façon responsable. »

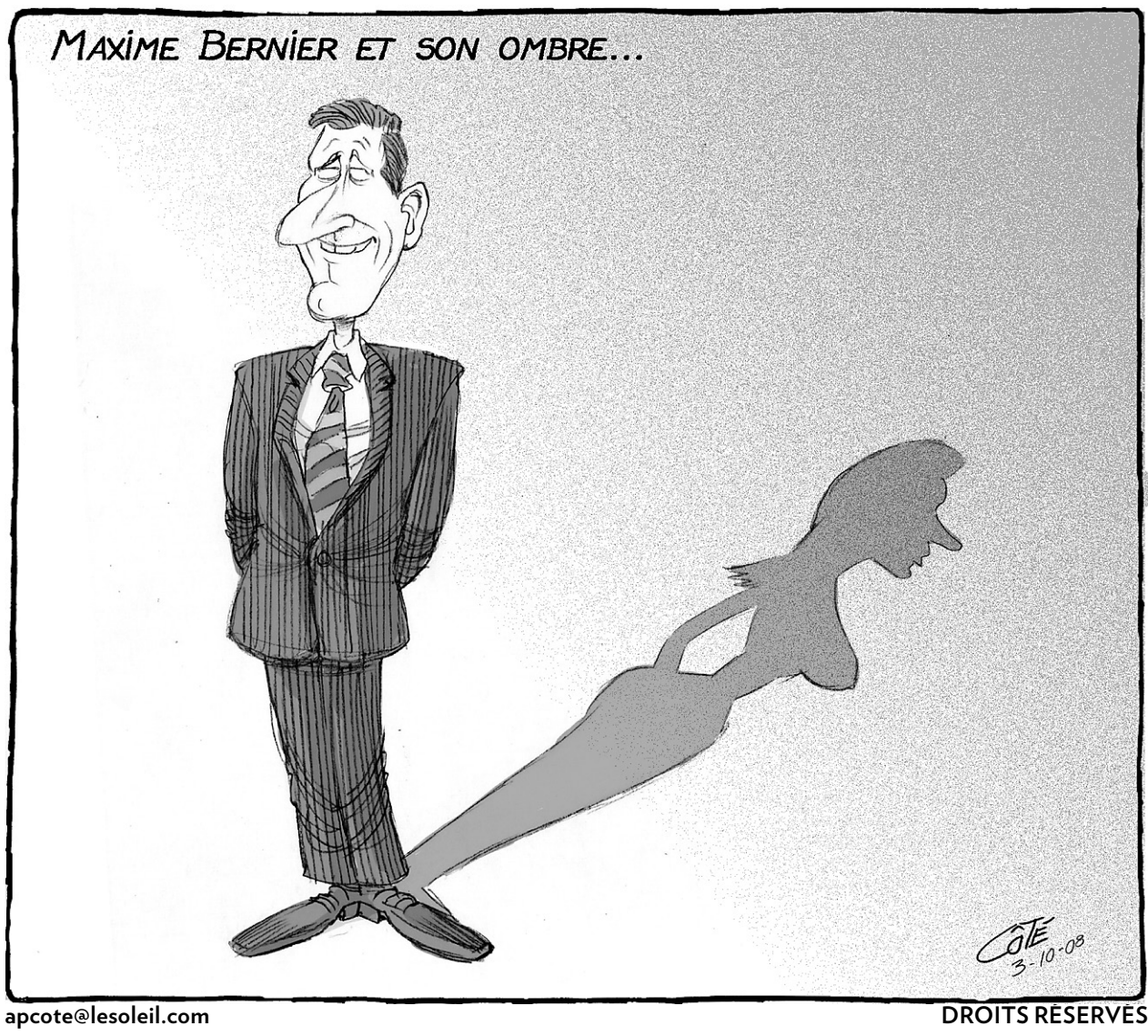
////////////////////////

Aujourd'hui bien implantée aux États-Unis, Domtar peut mesurer les avantages et désavantages concurrentiels du Canada. À l'usine d'Ashdown (Arkansas), souligne Raymond Royer, les employés travaillent 42 heures par semaine. À Windsor (Québec), « une excellente usine », la semaine de travail ne compte que 37 heures et un tiers par semaine: « Si j'ai besoin de 1000 personnes pour produire telle quantité de papier à Ashdown, il m'en faut 1120 à Windsor. Moi, je suis obligé de comparer! »

L'avenir de l'économie québécoise a toujours préoccupé Raymond Royer, qui est membre du conseil d'administration de *La Presse*. Il fut l'un des premiers à proposer que les tarifs d'électricité soient portés au niveau des prix du marché. « J'avais fait des calculs maison et j'étais arrivé à la conclusion – ça reste à vérifier – que si nous avions payé 75 % des tarifs en vigueur dans l'État de New York ou en Ontario, le Québec n'aurait pas de dette! »

Convaincu qu'une main-d'œuvre bien formée est essentielle à la compétitivité du Québec, il croit que les droits de scolarité des universités devraient également être augmentés. « Nous avons le choix entre partager aujourd'hui une richesse que nous n'avons pas ou créer une richesse pour l'avenir. »

La voix d'un homme qui a fait preuve de tant de clairvoyance dans le passé mérite d'être écoutée.



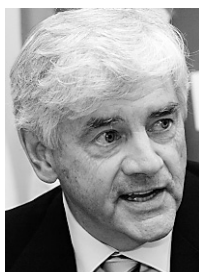
apcote@lesoleil.com
DROITS RÉSERVÉS

RÉPLIQUES

Ottawa ne boude pas

Cannon confirme la participation du gouvernement Harper dans la réalisation du Quartier des spectacles

LAWRENCE CANNON



L'auteur est ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et lieutenant politique du Parti conservateur au Québec.

Contrairement à ce que laisse entendre un article publié le vendredi 3 octobre dans votre journal en première page, le gouvernement conservateur financera le Quartier des spectacles.

Le 12 novembre dernier, alors que se déroulait à Montréal le « Rendez-vous novembre 2007 – Montréal métropole culturelle » dont le gouvernement du Canada est un fier partenaire, nous confirmions avec enthousiasme un engagement de 40 millions pour le lieu culturel du Quartier des spectacles. Nous croyons fermement au potentiel de Montréal comme métropole culturelle du XXIe siècle. Ce projet stimulant permettra aux organisateurs de grands événements de hausser la qualité de leurs prestations, en plus d'attirer de nouveaux festivals et des manifestations populaires. L'attrait du quartier devrait générer des retombées substantielles pour la métropole.

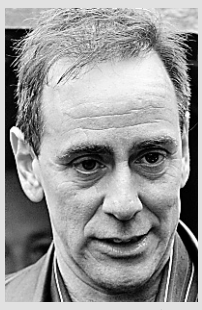
En juillet 2008, notre gouvernement procédait, avec les partenaires de la Place du Quartier des spectacles, au dévoilement des maquettes. Puis le 3 septembre, notre gouvernement signait une entente historique Chantiers Canada d'une valeur de près de 4 milliards avec le gouvernement du Québec, la plus importante entente bilatérale Canada-Québec jamais signée. Nous confirmions du même coup qu'il était maintenant possible de signer une entente particulière pour le Quartier des spectacles.

Cependant, avant le déclenchement des élections, le gouvernement du Québec n'avait pas encore renvoyé l'entente que nous leur avons fait parvenir en août dernier. Du côté du fédéral, toutes les étapes sont donc finalisées. De plus, j'ai confirmé en mai au maire de Montréal que jusqu'à 15 % des coûts totaux du projet (jusqu'à 6 millions) pouvaient immédiatement être encourus pour la planification. Enfin, le 2.22 Sainte-Catherine ne fait pas l'objet d'une demande de financement à ce jour. Lorsque nous aurons une demande officielle, nous l'évaluerons. (…)

Pas de démagogie

Dans le dossier des jeunes contrevenants, le Bloc québécois a toujours eu un discours posé et réfléchi

RÉAL MÉNARD



L'auteur est député du Bloc québécois.

Dans son éditorial du 27 septembre dernier, intitulé « L'Université de la démagogie », André Pratte prête des déclarations au Bloc québécois et à son chef, Gilles Duceppe, qui sont fausses et non fondées, et qui laissent croire que nous ne nous sommes pas penchés sérieusement sur la question des jeunes contrevenants.

C'est tout le contraire. En matière de criminalité chez les jeunes, le Bloc québécois a toujours eu un discours posé et réfléchi, bien plus en phase avec la réalité québécoise et son modèle basé sur la réhabilitation et la réinsertion qui donne des résultats vérifiables: le Québec est l'endroit où le taux de jeunes accusés est le plus bas au Canada et où il y a le moins de jeunes qui sont accusés de crimes violents.

En fait, malgré une hausse de 3 % du taux de criminalité chez les jeunes en 2006 au Canada, le Québec, fort de son expérience singulière, a pour sa part connu une baisse de 4 %, faisant mieux que toutes les provinces.

Cela s'explique en partie par le fait que, depuis au moins 20 ans, les différents gouvernements qui se sont succédé au Québec ont adopté la politique dite « de la bonne mesure au bon moment ». Ce qui veut dire que le Québec offre à des jeunes délinquants ou à risque de délinquance des outils adaptés à leur situation et dont les centres jeunesses sont les maîtres d'œuvre.

Loin d'être trop laxiste envers les jeunes, le modèle québécois fait appel aux mesures qui leur offrent la meilleure chance de réinsertion.

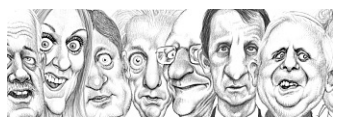
Loin d'être trop laxiste envers les jeunes, comme on le prétend souvent à tort, le modèle québécois fait appel aux mesures qui leur offrent la meilleure chance de réinsertion, que l'on pense au travail bénévole au profit de la collectivité, à une participation à un programme d'assistance et de surveillance intensives, ou encore, lorsque les cas l'exigent, des peines de placement sous garde dans les centres jeunesse.

Malheureusement, la méconnaissance qui existe à propos de la loi nous apparaît fausser le débat: l'article 76 de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA), adoptée en 2003 par les libéraux, permet bel et bien la détention des adolescents dans les prisons et les pénitenciers. Depuis 2003, selon les récentes données du centre jeunesse de Montréal, 20 jeunes au Québec ont été assujettis à une peine pour adulte. La plupart de ces jeunes se sont retrouvés dans un centre correctionnel provincial ou un pénitencier fédéral.

Or, avec la position des conservateurs qui ferment davantage la porte au modèle québécois, tout porte à croire qu'il y aura plus de jeunes en prison. Pourtant, le modèle d'intervention québécois et les succès qui s'y rattachent font de la détention en milieu carcéral pour un jeune de 16-17 ans une mesure qui doit demeurer exceptionnelle: voilà ce qu'a soutenu le chef du Bloc québécois, ni plus ni moins.

Une fois ces mises au point faites, force nous est de constater qu'il n'y a pas l'ombre de démagogie…

LISEZ LE BLOGUE DE L'ÉDITO
www.cyberpresse.ca/edito



FORUM

L'effet boomerang



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca
COLLABORATION SPÉCIALE

Les conservateurs ont commencé à perdre quelques plumes au Québec, victimes de la mobilisation pour les empêcher de former un gouvernement majoritaire. Les sondages montrent que les bloquistes les ont dépassés et qu'ils pourraient les priver de la victoire dans plusieurs circonscriptions où la lutte est chaude.

Avec des libéraux comme Denis Coderre, plus besoin de bloquistes!

M. Harper et ses stratèges sont les artisans de leur propre malheur. Ce sont eux qui ont adopté une stratégie de polarisation dans des dossiers à lourde charge symbolique, les coupes aux artistes et le durcissement des peines pour les jeunes contrevenants. En accentuant le clivage entre droite et gauche, ils croyaient lancer des grenades qui décimeraient les adversaires. Ils ont plutôt lancé un boomerang qui leur revient directement dans le front.

Les conservateurs ont mal lu le Québec. Pas dans le sens où on l'entend habituellement. Leur erreur de lecture ne provient pas du fait que les Québécois soient historiquement ou génétiquement réfractaires aux idées conservatrices. On a bien vu, au mois d'août, que les coupes dans les arts n'ont pas empêché les conservateurs de marquer des points.

Mais les stratèges du PCC n'avaient sans doute pas prévu que le débat déraperait, et que leurs idées sur les artistes, et sur les jeunes contrevenants, deviendraient un enjeu identitaire. Tant qu'on dénonçait leurs initiatives parce qu'elles étaient à droite, les conservateurs n'avaient rien à craindre. Mais quand elles ont commencé à être associées à des attaques contre le Québec, ils se sont retrouvés en terrain miné.

Il n'est sans doute pas exagéré de dire que la crise du financement des arts a été sciemment provoquée. Le gouvernement Harper aurait très bien pu revoir des programmes d'aide aux arts et même les éliminer sans provoquer de vagues. Il suffisait d'expliquer pourquoi on les supprimait, par quoi on les remplacerait, de souligner que les réductions de dépenses étaient modestes, que l'impact concret sur la vie des artistes était minime.

Mais non. Dès le départ, les conservateurs ont mis de l'huile sur le feu, dans ce que j'ai qualifié au mois d'août de « chasse aux artistes ». Leurs porte-parole se sont moqués des artistes marginaux qui étaient subventionnés. Le premier ministre a lancé que les gens ordinaires ne seraient pas émus par les plaintes exprimées dans de « riches galas » et évoqué l'idée d'une forme de contrôle pour éviter de financer « des choses que les gens ne veulent pas ». Le ministre des Finances a admis qu'il y avait des motifs politiques à ces décisions. En faisant le pari que l'indignation prévisible des artistes et des élites culturelles ne serait pas partagée par les citoyens.

C'était sans compter sur le glissement identitaire. On peut comprendre que les conservateurs ne l'aient pas vu venir, parce que celui-ci est assez irrationnel. Les compressions aux arts ne visaient pas seulement le Québec, mais tout autant les artistes anglo-canadiens. Et l'engagement conservateur précise que la ligne dure pour les jeunes criminels ne s'appliquera pas au Québec!

Pourquoi alors cet émoi national? Parce que les Québécois ramènent invariablement les enjeux canadiens à leur dimension québécoise. Parce que les peurs minoritaires ne sont jamais loin. Parce que le Bloc travaille fort sur les thèmes de la menace et de l'humiliation. Parce que les artistes, avec leurs excès sur le « génocide culturel » et la « culture en péril », ont donné un petit coup de pouce. Qu'on pense à la vidéo où Michel Rivard se voit refuser une subvention par des fonctionnaires anglophones, unilingues et bornés. Très drôle, mais complètement faux. Dans les faits, c'est plutôt une ministre francophone obtuse, Josée Verner, qui a supprimé l'aide aux artistes anglophones...

Ce détournement de débat aurait été impossible sans l'intervention providentielle des fédéralistes, qui ont eux aussi joué à fond la carte identitaire et lui ont donné sa légitimité. Le premier ministre Charest, qui profite de ces coupes pour rebâtir son image nationaliste. La ministre Christine St-Pierre qui a surfé sur le thème de la nation.

Mais paradoxalement, la palme revient aux libéraux de Stéphane Dion. Dramatique, le député Denis Coderre, dans une publicité du PLC, s'est exclamé: « Devant les caméras, Stephen Harper dit qu'il aime les Québécois. Mais par la porte d'en arrière, il fait des coupures dans notre culture. Il s'attaque directement au cœur de notre identité. Il doit nous aimer beaucoup! »

Avec des libéraux comme ça, plus besoin de bloquistes! Le message a bien passé. L'image pro-Québec du gouvernement Harper en a pris pour son rhume. Et l'idée qu'il faut bloquer les conservateurs a fait des progrès. À un détail près. Quand il s'agit de protéger leur identité qu'ils croient menacée, les Québécois ne se tournent pas vers libéraux, mais bien vers le Bloc.

Des créditistes aux bloquistes

Comme les Québécois, les Albertains ont boudé le pouvoir lors de plusieurs élections fédérales consécutives

ROGER GIBBINS



L'auteur est président du conseil et PDG de Canada West Foundation, un groupe de recherche en politique publique de Calgary.

Tandis que la campagne fédérale entre dans sa phase finale, la question principale, et virtuellement la seule, est évidente. Les électeurs québécois continueront-ils de soutenir le Bloc, privant ainsi Stephen Harper d'un gouvernement conservateur majoritaire, ou seront-ils suffisamment nombreux à abandonner le Bloc pour assurer une majorité conservatrice? Fait passablement surprenant, l'histoire politique de l'Alberta peut fournir quelques pistes utiles au moment où les Québécois s'interrogent sur leur choix.

En 1935, le parti du Crédit social s'est installé au pouvoir en Alberta et, lors des cinq élections fédérales suivantes, les députés du Crédit social ont dominé également le scrutin fédéral dans la province. Conséquence? Les Albertains ont été isolés dans la capitale nationale, leurs représentants formant un petit groupe à la Chambre des communes sans réel pouvoir, sans influence, sans voix. À l'époque, l'Alberta n'avait rien du poids démographique du Québec d'aujourd'hui, et l'élection de députés du Crédit social ne faisait que renforcer la réputation de la province d'être une insignifiante région reculée.

Les électeurs albertains ont retrouvé le courant politique principal en 1958 lorsqu'ils ont été emportés par le raz-de-marée du Parti progressiste-conservateur de John Diefenbaker, comme les électeurs au Québec.

Se réfugier dans les gradins plutôt que de participer au jeu est une stratégie perdante.

La différence, c'est que les Albertains sont demeurés énergétiquement dans le camp conservateur au cours des 10 élections fédérales suivantes. C'était une stratégie risquée à une époque où les libéraux dominaient la scène nationale, mais au moins, les Albertains soutenaient un parti qui pouvait espérer ravir le pouvoir, espoir qui a été brièvement récompensé par Joe Clark et, de manière plus substantielle, par Brian Mulroney.



PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

Sachant que Gilles Duceppe et son parti ne prendront jamais le pouvoir, les Québécois continueront-ils à soutenir le Bloc québécois?

Tout cela a changé radicalement, en 1993, lorsque les Albertains ont abandonné les progressistes-conservateurs pour le Reform Party tout comme les électeurs québécois hors de Montréal ont abandonné à la fois les conservateurs et les libéraux pour le Bloc.

Au cours des années subséquentes, les Albertains ont soutenu que le gouvernement fédéral ne comprenait ni ne reflétait leurs intérêts, situation qui était presque inévitable étant donné leur absence virtuelle autour de la table du cabinet fédéral. Bien que la ministre libérale Anne McClelland combattît pour sa province, il n'a fait aucun doute que l'Alberta a pâti de son isolement volontaire.

Lorsqu'il est devenu évident que le Reform, dont la base se trouvait dans l'Ouest du pays, ne pouvait pas former un gouvernement national, les Albertains se sont faits les moteurs de la création du nouveau Parti conservateur et ils ont contribué à propulser ce parti vers une victoire en 2006, victoire qui a donné un gouvernement minoritaire à Ottawa.

En bref, les Albertains avaient décidé d'entrer dans la danse, ayant compris à la dure que soutenir des partis incapables de former un gouvernement national met en danger les intérêts de la province.



ARCHIVES LA PRESSE

L'ancien premier ministre de l'Alberta et chef du Crédit social, Ernest C. Manning.

La leçon qui s'applique aux petites provinces comme l'Alberta s'exprime ainsi: se réfugier dans les gradins plutôt que de participer au jeu est une stratégie perdante, et il est essentiel de disposer d'une voix forte au sein du cabinet et du caucus du parti au pouvoir. Il est possible que seules les grosses provinces comme le Québec puissent se permettre un splendide isolement à la Chambre des communes; bien aise de savoir que les députés du Bloc n'ont absolument aucun pouvoir, le Québec lui-même conserve une influence indéniable sur la scène nationale même si le premier ministre n'est plus issu du Québec.

Il se peut qu'une représentation efficace à la Chambre soit sans pertinence pour le Québec, parce que la province elle-même ne peut jamais être sans pertinence, alors que pour l'Alberta, la menace de la non-pertinence est toujours présente. Les Québécois peuvent peut-être se permettre d'être des spectateurs tandis que les Albertains n'ont pas d'autre choix que de participer au jeu.

POST-SCRIPTUM

La revanche de la gauche



pgagne@lapresse.ca
PIERRE-PAUL GAGNÉ

Comme bon nombre de gens le craignent, la crise financière américaine risque de devenir une crise économique mondiale et de se propager à l'ensemble de la planète. Chacun retient son souffle en espérant que les dégâts demeureront limités.

Mais c'était couru d'avance. Il fallait que d'aucuns y voient le signe de la faillite du capitalisme et de la fin de l'économie de marché.

Depuis la chute du mur de Berlin et la dislocation de l'empire soviétique, il y aura bientôt une vingtaine d'années que la gauche internationale rongeait son frein. L'actuelle crise lui donne finalement des armes pour affirmer que les idéologues de droite viennent de rencontrer leur Waterloo à leur tour.

Chez nos lecteurs, nombreux ont été ceux qui nous ont envoyé des courriels, depuis un mois, pour exprimer leur désarroi face à la crise. Et quelques-uns n'ont pu s'empêcher d'ironiser sur ce qui se passe au sud du 45e parallèle:

• « Les prétendus génies financiers de Wall Street sont en train d'accomplir ce que les terroristes du 11 septembre n'ont pu faire avec leurs avions: mettre l'économie américaine à genoux. Quelle ironie! Quand on a de tels irresponsables dans ses rangs, on n'a pas besoin d'ennemis. Tout le système financier est à repenser, il est pourri de l'intérieur et pourrait s'effondrer sous le poids de l'appât du gain et de sa mégalomanie intrinsèque. » (Philippe Deslongchamps, LaSalle)

• « Le capitalisme ne sait plus quoi inventer et les gouvernements attendent que ça pète pour intervenir, trouvant tout à fait acceptable de prendre l'argent des contribuables pour régler la crise. » (Sylvio Le Blanc, Montréal)

• « Est-il normal de mettre toute l'économie mondiale en péril pour permettre à une poignée de profiteurs de s'enrichir à outrance du jour au lendemain? » (Jean Bertrand, Saint-Jérôme)

Il fallait que d'aucuns y voient le signe de la faillite du capitalisme et de la fin de l'économie de marché.

• « Est-il possible que le monde de la finance n'ait rien retenu de la crise de 1929? Y aura-t-il jamais une limite à la cupidité des banquiers, des courtiers et des investisseurs? Sommes-nous de retour à l'ère du capitalisme sauvage des années 20? » (Pierre P. Sicard, Gatineau)

• « Est-ce là cette démocratie que les États-Unis veulent exporter dans le monde et qu'ils citent parfois en modèle à des pays comme, par exemple, l'Irak ? » (Pierre Bissonnette, Laval)

• « Les capitalistes sont en train de s'autodétruire et, malheureusement pour nous, de détruire la planète entière avec eux. Vivement un autre modèle économique pour gérer l'humanité et qu'on en finisse avec tous les Wall Street de ce monde! » (Ginette Sauriol, Montréal)

Ainsi donc, en l'espace de 20 ans, un deuxième mur de Berlin serait sur le point de tomber. Nous serions sur le point de vivre les derniers moments du monde économique tel que nous l'avons connu depuis notre enfance.

Y a-t-il lieu d'être aussi pessimiste? Sait-on jamais quand on constate comment les marchés financiers nous font effectivement avoir des sueurs froides par les temps qui courent.

Mais comment se fait-il que nous n'ayons rien vu venir? Pour répondre à cette question, laissons le dernier mot à un lecteur de Rosemère, François Gros d'Aillon:

• « Ce qui me surprend, c'est que l'on continue de prendre pour des augures les économistes et autres analystes financiers dont aucun pourtant n'a été capable de prévoir la dégringolade et la déconfiture des Fannie Mae, Freddie Mac, Lehman Brothers et autres AIG, économistes et analystes financiers dont la compétence en ce qui concerne la finance n'est pas sans me rappeler celle de nos gérants d'estrade en ce qui concerne le hockey ou la compétence de la célèbre grenouille du non moins célèbre bocal en ce qui concerne les prévisions météorologiques. »

MONDE

L'Europe assouplit ses règles pour faire face à la crise financière

D'APRÈS AFP

PARIS — Après les États-Unis, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie ont à leur tour annoncé hier des mesures pour faire face à la crise financière. À l'issue d'un mini-sommet à Paris, les quatre ont notamment pris l'engagement solennel de soutenir les établissements financiers européens en difficulté. Ils se sont en outre entendus pour une application plus souple des règles européennes en matière de déficits et d'aides publiques, mais cette déclaration a aussitôt donné lieu à des interprétations divergentes.



PHOTO GERARD CERLES, AFP

La chancelière allemande Angela Merkel au côté du président français Nicolas Sarkozy, au cours du mini-sommet européen sur la crise financière, hier à Paris.

Le président français Nicolas Sarkozy, la chancelière allemande Angela Merkel et les premiers ministres britannique Gordon Brown et italien Silvio Berlusconi ont indiqué qu'ils souhaitaient l'organisation, « le plus tôt possible », d'un sommet international pour revoir les règles du capitalisme financier.

En tant que président en exercice du Conseil de l'Union européenne, M. Sarkozy avait pris l'initiative de cette rencontre, qui a duré environ trois heures.

Le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, celui de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, et José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, étaient également présents.

Tout en assurant les banques en difficulté de l'appui des autorités publiques, M. Sarkozy a souligné que, en cas de soutien public à une banque en difficulté, chaque État membre présent s'engageait « à ce que les dirigeants qui ont failli soient sanctionnés ».

Les participants à ce mini-sommet n'ont pas appuyé l'idée d'un fonds européen de soutien qui avait été avancée avant la réunion et catégoriquement rejetée par l'Allemagne.

Chaque pays doit « prendre ses responsabilités à l'échelle nationale » face à la crise des banques, mais sans porter atteinte aux intérêts des autres États européens, a ainsi souligné hier Angela Merkel.

La chancelière allemande s'est retrouvée hier devant le cas de la banque Hypo Real Estate, menacée de faillite après l'échec du plan de sauvetage de 35 milliards d'euros – le plus important de l'histoire allemande – dont elle faisait l'objet.

Le consortium de banques engagées dans cette opération « a refusé de fournir les marges de liquidités » prévues, a indiqué Hypo Real Estate au moment où se déroulait la réunion de Paris.

M^me^ Merkel a d'ailleurs concentré hier ses tirs sur l'Irlande. Elle a estimé que les plans de sauvetage décidés dans chaque pays devaient respecter les règles d'une concurrence loyale entre banques européennes et a exprimé son insatisfaction face à l'initiative du gouvernement irlandais d'apporter sa garantie aux dépôts des plus grandes banques de ce pays.

« Nous avons déjà demandé à la Commission européenne et à la Banque centrale européenne de chercher à discuter avec l'Irlande. Il est important d'agir de manière équilibrée, et de ne pas se pas se causer de dommages entre pays, il faut des démarches qui respectent la concurrence », a-t-elle martelé.

Entorse aux règles

Dans un autre registre, Nicolas Sarkozy a estimé que « la Commission européenne devrait faire preuve de flexibilité dans l'application des règles en matière d'aide d'État aux entreprises, comme dans les principes du marché unique ».

Plusieurs banques dans plusieurs pays européens ont du être renflouées, voire nationalisées, avec de l'argent public, ce qui en principe peut constituer une entorse aux règles européennes sur la concurrence.

Selon le président Sarkozy, « l'application du pacte de stabilité et de croissance devrait refléter les circonstances exceptionnelles dans lesquelles nous nous trouvons ». Cet appel reflète le désir plusieurs fois répété par la France de lâcher du lest sur le pacte, qui prévoit des critères stricts de dette et de déficit que les États européens ne doivent pas dépasser.

Déjà, les ministres des Finances européens s'étaient accordés en septembre pour « laisser jouer leurs stabilisateurs automatiques ». Ce mécanisme consiste à ne pas compenser par des mesures particulières la dégradation de la situation budgétaire en cas de ralentissement économique, à condition de ne pas dépasser la limite de 3 % de déficit autorisée par le pacte.

La France s'approche d'ailleurs dangereusement de cette limite de 3 %.

L'annonce de Nicolas Sarkozy a cependant été aussitôt nuancée par le chef de file des ministres des Finances de la zone euro en tant que président de l'eurogroupe, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, et par le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

Le pacte de stabilité « est à respecter dans son intégralité », a dit M. Juncker. Il s'agit de l'appliquer « avec une certaine flexibilité », mais « cela ne veut pas dire que l'on laisserait maintenant filer les déficits », a-t-il poursuivi.

À Washington, le président George W. Bush, dans l'attente de la réaction des marchés, demain, a de son côté averti hier que le plan de sauvetage historique du secteur bancaire américain ne produirait pas immédiatement les effets bénéfiques escomptés.

L'Association des concessionnaires Pontiac•Buick•GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2008 suivant : Montana SV6 (2U11416/R7F). Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. À l'achat des modèles Montana SV6 2008 neufs ou de démonstration en stock chez un concessionnaire participant, livrés entre le 19 juin 2008 et le 30 septembre 2008, et moyennant le versement d'une somme additionnelle de 0,01 $, le consommateur reçoit une carte d'essence à prix préférentiel permettant d'économiser 20 ¢ le litre pour 2 500 L d'essence chez les détaillants Petro-Canada^MC^. La réduction de 20 ¢ par litre inclut les taxes applicables. Les cartes sont valides à compter de 72 heures suivant la livraison, uniquement chez les détaillants Petro-Canada et ne sont pas monnayables. GM se réserve le droit de modifier ou de mettre fin à cette offre et/ou au programme en tout ou en partie pour toute raison et en tout temps, sans préavis. ^MC^Marque de commerce de Petro-Canada. Utilisée sous licence. 2. Visitez votre concessionnaire pour les détails. 3. Calcul basé sur les cotes indiquées dans le Guide de consommation de carburant 2008 de Ressources naturelles Canada sur le taux de consommation sur route, une réserve de carburant de 10 % et une capacité de réservoir de 75,7 L sur la Montana SV6 avec moteur 3,9 L et boîte automatique 4 vitesses. Les économies de carburant réelles peuvent varier selon les conditions routières, la météo et les habitudes de conduite. 4. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant lors de tests d'impacts frontaux pour la Montana SV6 2008 (tests conduits sur une Chevrolet Uplander 2008). Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 5. L'ajustement de prix est offert sur les modèles Montana SV6 à empattement régulier. Offert seulement aux clients qui paient comptant. Communiquez avec votre concessionnaire pour en savoir davantage. 6. À l'achat, préparation incluse. Transport (Montana SV6 : 1 300 $), frais d'immatriculation, assurance, droits sur les pneus et toutes taxes en sus. Offert seulement aux clients qui paient comptant ; ceux qui optent pour la location ou le financement à l'achat ne peuvent en bénéficier, et le taux effectif de financement sera alors plus élevé et les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont également en sus et payables à la livraison. Communiquez avec votre concessionnaire pour en savoir davantage. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

LE TOUR DU GLOBE

TURQUIE
Attaque kurde

Quinze soldats turcs et 23 rebelles kurdes ont été tués lors d'une attaque kurde vendredi contre un poste militaire proche de la frontière irakienne, dans le sud-est de la Turquie, a rapporté hier l'agence Anatolie, citant un porte-parole de l'armée. Deux soldats sont portés disparus à la suite de cette attaque, survenue dans la ville de Semdinli, dans la province d'Hakkari, a déclaré le général Metin Gurak, chef du département de presse de l'état-major. Ankara a convoqué une réunion de crise pour discuter de la riposte à l'attaque des rebelles kurdes. Les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan ont lancé un assaut sous la protection de tirs à l'arme lourde provenant de bases situées dans le nord de l'Irak. L'armée turque mène régulièrement des raids contre des bases de la rébellion kurde dans le sud-est du pays et dans les montagnes du Kurdistan irakien, frontalières de la Turquie. d'après AFP

É.-U./INDE
Signature remise

Les États-Unis et l'Inde n'ont pas signé hier leur accord de coopération dans le nucléaire civil, comme c'était pourtant prévu à l'occasion de la visite à New Delhi de la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, mais ils se sont engagés à le faire très prochainement. Selon des sources du ministère indien des Affaires étrangères, New Delhi souhaitait que l'accord porte le sceau du président George W. Bush. Validé la semaine dernière par le Congrès américain, ce pacte nucléaire doit effectivement être formellement remis à la Maison-Blanche pour que le président américain le promulgue sous forme de loi. AFP

PROCHE-ORIENT
Pour un rôle accru de l'Europe

Le chef de la diplomatie française, Bernard Kouchner, a proposé hier que l'Union européenne joue un rôle politique plus important dans le processus de paix israélo-palestinien tout en estimant peu probable un accord d'ici à la fin de l'année. Le président palestinien Mahmoud Abbas a pour sa part affirmé que les Palestiniens demandaient « un rôle politique plus important pour l'Europe (...), non pas en tant que solution de rechange aux États-Unis, mais comme un complément ». AFP